



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

ÉTUDES

# Quelle place pour les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics dans les territoires

Rapport du Credoc

Décembre 2021

# Sommaire

Introduction.....	3
<b>1. Le rapport des citoyens avec leur territoire.....</b>	<b>4</b>
Le « territoire » : une délimitation d'autant plus resserrée que l'on vit en zone urbaine.....	4
Les trois quarts des Français envisagent de vivre durablement sur le territoire où ils résident actuellement.....	6
<b>2. Un engagement attendu des habitants et des pouvoirs publics pour les territoires.....</b>	<b>15</b>
Des domaines d'actions similaires pour les citoyens et les pouvoirs publics.....	15
Priorité donnée aux actions pour la sécurité et l'emploi.....	16
Des citoyens qui considèrent pouvoir agir en changeant leurs modes de vie et par un micro-engagement de terrain.....	19
Apports de compétences et innovations sont perçus comme les deux principaux atouts des citoyens par rapport aux pouvoirs publics.....	22
<b>3. Une aspiration à se rendre utile au territoire via son travail non assouvie.....</b>	<b>25</b>
53% pensent préférable de s'investir dans son travail plutôt que pendant son temps libre.....	25
Un regard très mitigé sur l'utilité de son entreprise au territoire.....	28
Une attente d'engagement des entreprises en matière d'emploi, de revenus et d'environnement.....	30
<b>Annexes.....</b>	<b>34</b>

# Introduction

Si le territoire et l'échelle locale s'imposent en France comme un levier de transformation de notre action publique, quelle est vision qu'en ont les Français lorsqu'il s'agit de préciser la place respective de ses différents acteurs : entreprises, associations, pouvoirs publics, citoyens ?

A quoi renvoie le terme territoire dans l'esprit de nos concitoyens ? Quels devraient-être, selon le corps social, les apports respectifs de ces différents types d'acteurs ? Les représentations sont-elles homogènes dans la population ?

A l'heure où l'engagement et la participation des citoyens s'imposent comme une évidence, alors que la coopération entre acteurs devient un objectif de l'ingénierie territoriale il nous paraissait important d'enquêter auprès des Français. Leur relation à la collectivité est au cœur de ces questionnements. Pour autant nous avons souhaité donner toute son importance au travail et aux entreprises en interrogeant aussi les citoyens sur le rôle qu'ils leur attribuaient au sein du territoire.

Ce rapport a été rédigé grâce à la réalisation d'une enquête confiée au Credoc par l'ANCT, à travers des questions insérées dans le dispositif d'étude des « Conditions de vie et aspirations des Français » du Credoc.

## Encadré 1 - Précisions méthodologiques

*Les résultats présentés ici sont issus du dispositif permanent du Credoc « Etudes des conditions de vie et aspirations des Français ». Cette enquête existe depuis 1978, avec deux terrains menés chaque année auprès d'un échantillon représentatif des Français, permettant de mettre en perspective les données avec un historique important.*

*Des questions ont été insérées à la demande de l'ANCT dans le dispositif au début de l'année 2020. Un échantillon représentatif de 3 019 personnes en France (métropole et Drom) âgées de 15 ans et plus a été interrogé en ligne, et sélectionné selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, habitat individuel ou collectif et professions et catégories sociales) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 15 ans et plus.*

*Précisons que l'enquête a été menée avant la pandémie de la Covid-19 et la mise en place du confinement et ses multiples conséquences économiques, sociales, politiques. Quelques résultats issus d'une vague d'enquête menée pendant le confinement sont parfois présentés.*

Contact : Emmanuel Dupont (ANCT) [emmanuel.dupont@anct.gouv.fr](mailto:emmanuel.dupont@anct.gouv.fr)

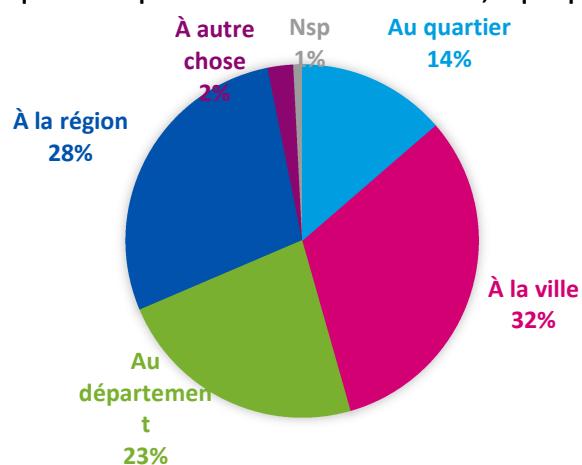
# I. Le rapport des citoyens avec leur territoire

---

## Le « territoire » : une délimitation d'autant plus resserrée que l'on vit en zone urbaine

Plusieurs vocables désignant des échelons territoriaux inférieurs à la région ou le quartier, cohabitent dans l'espace public, certains évoquent le « local » d'autre le « territoire », etc. C'est ce dernier terme que nous avons choisi pour notre enquête. Lorsqu'on tente de la rapprocher d'un **espace géographique**, la notion de territoire est loin d'être unanime pour les Français. En première position, un tiers des Français déclarent penser à leur **ville** lorsqu'on leur parle du territoire où ils vivent. Les Français pensent aussi beaucoup à leur **région** (28%), leur **département** (23%) et pour une minorité non négligeable, à leur quartier (14%).

Graphique 1 – Lorsqu'on vous parle du territoire où vous vivez, à quoi pensez-vous plutôt ?



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Les définitions du territoire peuvent dépendre de la commune ou encore de la région où vivent les enquêtés. En effet, les habitants de communes rurales vont répondre qu'ils pensent à leur région (32%) ou leur département (29%), de manière plus fréquente que la moyenne des Français. Les habitants des grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants répondent, eux, plus souvent qu'ils pensent à leur

ville, voire à leur quartier pour les parisiens. **L'espace désigné par le territoire est ainsi d'autant plus resserré que l'on vit en zone urbaine.**

**Tableau 1 – Les habitants des grandes agglomérations identifient des territoires plus restreints que ceux des petites communes**

**Lorsqu'on vous parle du territoire où vous vivez, à quoi pensez-vous plutôt ? Selon le type d'agglomération**

	Au quartier où vous habitez	A la ville où vous habitez	Au département où vous habitez	A votre région	A autre chose	[Ne sait pas]	Total
<i>Communes rurales</i>	11	23	<b>29</b>	<b>32</b>	4	1	100
<i>2 000 à 20 000 habitants</i>	12	29	<b>28</b>	29	1	1	100
<i>20 000 à 100 000 habitants</i>	11	33	22	30	2	1	100
<i>Plus de 100 000 habitants</i>	13	<b>36</b>	20	28	2	1	100
<i>Agglomération parisienne</i>	<b>22</b>	<b>39</b>	15	21	2	1	100
<i>Total</i>	14	32	23	28	2	1	100

Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

En liaison avec leur installation plus fréquente dans les grandes agglomérations, **les jeunes pensent à leur ville ou à leur quartier** quand on leur parle de territoire (38% des moins de 25 ans) contre 28% des plus âgés (60-69 ans). Les **diplômés** sont également plus nombreux à penser à leur ville (39% des diplômés du supérieur) que les moins diplômés (26% des non diplômés). Même en contrôlant à la fois par les caractéristiques du territoire (taille d'agglomération et région de résidence) et par les caractéristiques de l'individu (âge et niveau de diplôme), à l'aide d'une régression logistique, les enquêtés vont davantage associer le territoire où ils vivent à leur ville ou leur quartier s'ils sont plus jeunes, plus diplômés ou alors issus de grandes agglomérations, notamment de Paris

**Tableau 2 – Les plus jeunes entendent davantage la ville lorsqu'on leur parle de territoire, alors que les plus âgés pensent plus souvent à leur région**

**Lorsqu'on vous parle du territoire où vous vivez, à quoi pensez-vous plutôt ? Selon l'âge**

	Au quartier où vous habitez	A la ville où vous habitez	Au département où vous habitez	A votre région	A autre chose	[Ne sait pas]	Total
<i>Moins de 25 ans</i>	17	<b>38</b>	21	20	3	2	100
<i>25 à 39 ans</i>	19	<b>34</b>	24	20	2	0	100
<i>40 à 59 ans</i>	11	30	25	<b>31</b>	2	1	100
<i>60 à 69 ans</i>	11	28	20	<b>37</b>	2	0	100
<i>70 ans et +</i>	12	30	23	<b>32</b>	3	1	100

<i>plus</i>							
<i>Global</i>	14	32	23	28	2	1	100

Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

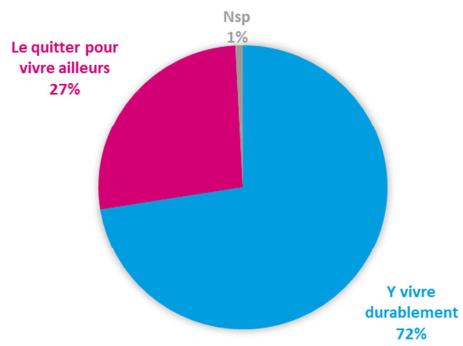
## Les trois quarts des Français envisagent de vivre durablement sur le territoire où ils résident actuellement

Avant d'étudier les liens entre engagement citoyen et territoire, nous avons cherché à caractériser l'opinion de la population **par rapport au territoire où elle vit**, en nous appuyant sur deux dimensions que nous aborderons ici rapidement, puisqu'elles ne sont pas au centre de notre questionnement mais ont vocation à permettre d'analyser finement la suite les résultats de l'étude.

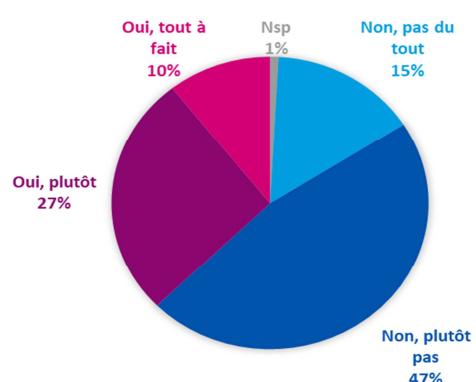
Les Français ont-ils le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté ? Ont-ils le projet de vivre durablement dans celui-ci ou envisagent-ils la mobilité ?

27% des Français envisagent de quitter le territoire où ils vivent actuellement, et une part similaire, mais légèrement supérieure (37%) a le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté.

**Graphique 2 – Concernant le territoire où vous vivez, envisagez-vous plutôt d'y vivre durablement ou de le quitter pour vivre ailleurs**



**Graphique 3 – Avez-vous le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté ?**

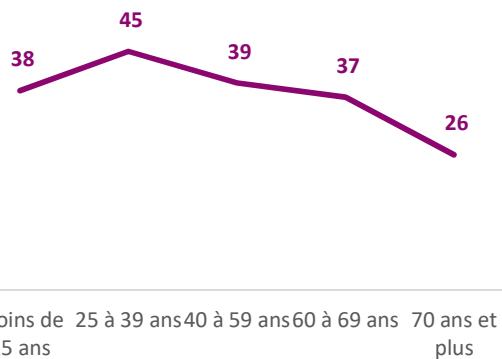


Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

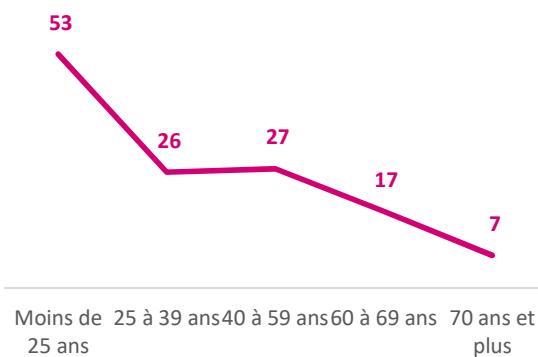
Différents critères influent sur ces perceptions. L'âge, tout d'abord. **Les jeunes** sont plus nombreux à avoir le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté, « le territoire dans lequel on vit ne nous

donne pas toutes les chances d'accomplir ses projets de vie »<sup>1</sup>, et à envisager le quitter, en lien avec le parcours de vie que les plus jeunes ont à construire et au fait qu'ils aient encore à s'installer pour beaucoup d'entre eux. C'est un lien largement documenté dans la littérature.

**Graphique 4 – Part de Français ayant le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté, selon l'âge**



**Graphique 5 – Part de Français envisageant de quitter le territoire où ils vivent actuellement, selon l'âge**



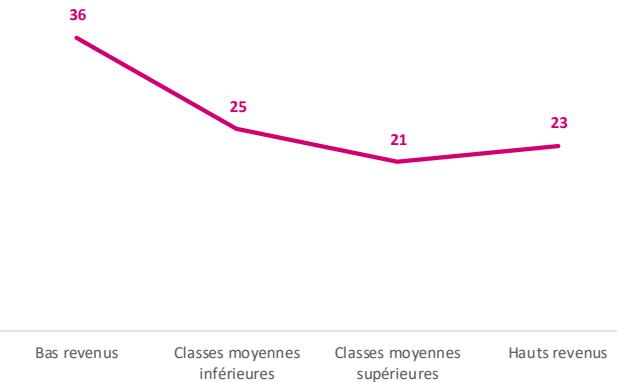
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Le niveau de vie de l'interviewé exerce lui aussi une influence Le sentiment de vivre dans un territoire confronté à des difficultés, et l'envie de le quitter sont tous deux plus forts chez les **bas revenus**.

**Graphique 6 – Part de Français ayant le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté, selon le revenu**



**Graphique 7 – Part de Français envisageant de quitter le territoire où ils vivent actuellement, selon le revenu**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

<sup>1</sup> N. Guisse, S. Hoibian. Les Français et leurs territoires : vécus et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics. Rapport réalisé pour la CGGET, novembre 2017.

Le lien entre sentiment de difficulté territoriale et **caractéristiques du territoire** des enquêtés est également intéressant à étudier de plus près. Elle tient pour partie à la réalité de la situation du territoire. La moyenne des taux de chômage et de pauvreté est nettement plus importante lorsque le sentiment de difficulté est présent (resp. +2.8 points et +4.7 points pour les taux de chômage et de pauvreté), et le revenu médian nettement moins important (-1 669€/an).

**+2.8 points de taux**

*de chômage dans les communes des enquêtés qui ont un sentiment de difficulté territoriale*

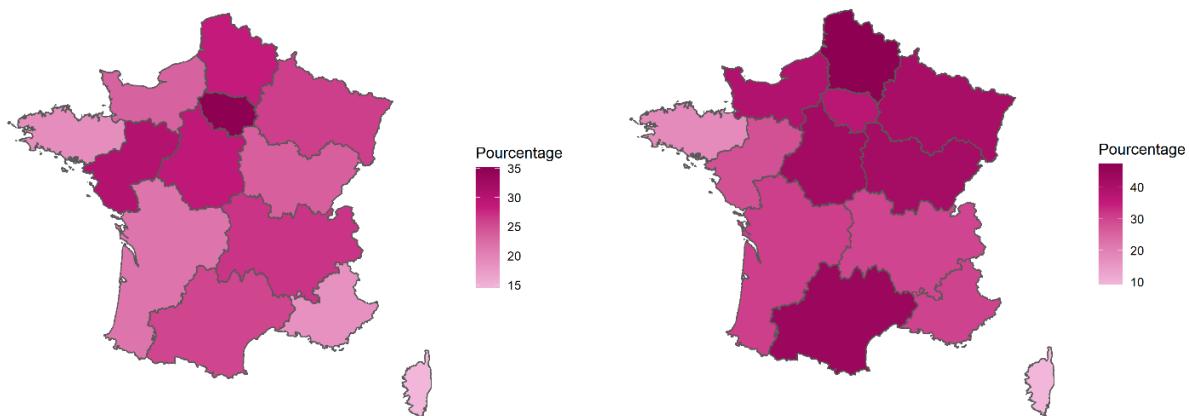
Hauts-de-France et 45% de ceux d'Occitanie. De la même manière, quitter son territoire est bien plus envisageable chez les habitants de certaines régions. Par exemple, 35% des **Franciliens** souhaitent quitter leur territoire pour s'installer autre part contre seuls 14% des Corses ou 19% des Bretons et des habitants de PACA. Au travers de ces deux cartes, certaines identités régionales fortes sont mises en valeur, telles que les Corses ou les Bretons. Les régions plutôt en difficulté socio-économique en ressortent également, notamment dans le Nord de la France<sup>2</sup>.

**+4.7 points de taux de pauvreté dans les communes des enquêtés qui ont un sentiment de**

**-1 669€ de revenu médian annuel dans les communes des enquêtés qui ont un sentiment de difficulté territoriale**

#### Carte 1 – De fortes disparités dans le rapport des Français à leur territoire selon les régions

**Carte des proportions de Français qui souhaitent quitter leur territoire (à gauche) et de ceux qui ont le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté (à droite), par région**



Sources : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

De nombreux effets peuvent-être entremêlés. Par exemple les jeunes sont en moyenne plus diplômés que leurs ainés, et ils résident plus souvent en agglomération parisienne, parfois de manière temporaire en liaison avec leurs études ou le début de leur vie professionnelle. Leur désir de mobilité tient-il

<sup>2</sup> 8 des 15 zones d'emploi qui présentaient les taux de chômage les plus forts en France métropolitaine, en 2017, se situent dans les Hauts-de-France. Dares, Chômage et territoires en 2017 : des disparités marquées, Dares Résultats n°043, septembre 2018.

principalement à un dynamisme lié à leur cycle de vie, à leur éducation et habitude de s'inscrire dans un territoire géographique plus étendu (soutenu par des programmes tels qu'Erasmus par exemple), etc.. L'envie de quitter son territoire présente chez les habitants de l'agglomération parisienne tient-elle surtout à la sur-représentation des diplômés ?

**Pour isoler les effets de différentes variables**, des régressions logistiques ont été réalisées, expliquant, d'une part, les probabilités de ressentir que son territoire d'habitation est en difficulté et, d'autre part, de souhaiter quitter ce territoire. Ces deux probabilités ont été modélisées en introduisant un indicateur de moral économique du répondant, son âge, son niveau de vie, le type d'agglomération de résidence, ainsi que différentes variables décrivant sa commune de résidence : son nombre d'équipements administratifs, son revenu médian et son taux de chômage.

**Le sentiment de difficulté territoriale s'explique avant tout par des variables relatives au territoire** (odds-ratio les plus éloignés de 1). Les effets du **revenu médian de la moyenne des habitants de la commune** et du **taux de chômage de la commune** sont les plus forts ; plus le revenu médian de la commune de résidence est élevé et plus la probabilité du sentiment de vivre dans un territoire en difficulté est faible. Plus le taux de chômage de la commune de résidence est élevé et plus la probabilité d'avoir le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté est élevée également. Le type d'agglomération de l'enquêté a également une influence. Habiter dans **l'agglomération parisienne** ou, dans une moindre mesure, résider dans une commune **rurale** augmentent tous deux le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté. Cet effet est complété par celui du **nombre d'équipements administratifs de la commune**. En effet, entre deux Français qui habitent des agglomérations de même taille, celui qui habite la commune la moins équipée a une probabilité plus forte de ressentir des difficultés territoriales.

A caractéristiques socio-économiques des territoires égales, **le profil socio-démographique des individus** joue aussi un rôle sur le sentiment de difficulté territoriale. Tout d'abord, un **mauvais moral économique** des répondants (identifié par l'opinion que son niveau de vie s'est dégradé depuis 10 ans vs s'est amélioré) multiplie par deux la probabilité de ressentir une difficulté territoriale, toutes choses égales par ailleurs. De plus, les plus **pauvres et les plus jeunes** ressentent plus souvent que leur territoire est en difficulté. Ces résultats sont très proches de ceux qui avaient été trouvés en 2016, déjà pour le CGET, sur

la modélisation de la probabilité d'avoir le sentiment de vivre dans un territoire délaissé des pouvoirs publics<sup>3</sup>.

**Le souhait de quitter son territoire s'explique lui par seulement trois de ces variables** : l'âge, la taille de l'agglomération et le niveau de moral économique de l'enquêté. Les effets de l'âge et du moral économique sont plus marqués que pour le sentiment de difficulté territoriale. **Un jeune de 15 à 24 ans a 3 fois plus de chances** de déclarer avoir envie de quitter son territoire qu'une personne d'âge mur (entre 40 et 59 ans, pris comme individu de référence). Avoir une **vision négative de l'évolution de ses conditions de vie** est assorti d'une probabilité plus importante de souhaiter quitter son territoire. Concernant l'effet de la taille d'agglomération, habiter une **agglomération plus importante** fait croître la probabilité d'envie de départ. Mais alors que les habitants de zone rurale avaient des probabilités plus importantes de considérer leur territoire en difficulté, ils ne manifestent pas davantage que l'enquêté de référence, qui habite une agglomération de plus de 100 000 habitants, l'envie de quitter leur cadre de vie. Le niveau de vie personnel, ainsi que les caractéristiques de la commune de résidence (revenu médian, taux de chômage et nombre d'équipements administratifs) n'ont pas de lien, dans le modèle, avec l'envie de mobilité géographique.

En un mot, **on a envie de quitter son territoire lorsque l'on est jeune, que l'on réside dans une grande agglomération ou que l'on voit son avenir sous un jour sombre, et pas nécessairement lorsque le territoire est en difficulté** (chômage, pauvreté, manque d'équipements).

---

<sup>3</sup> N. Guisse, S. Hoibian. Les Français et leurs territoires : vécus et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics. Rapport réalisé pour la CGET, novembre 2017.

**Tableau 3 – Modélisation de la probabilité d'avoir le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté (cumul tout à fait et plutôt)**

	Odds-ratio et significativité
<b>Indicateur de moral économique</b>	
Pense que son niveau de vie s'est amélioré depuis 10 ans	ref
Pense que son niveau de vie est resté pareil depuis 10 ans	0,83 *
Pense que son niveau de vie s'est dégradé depuis 10 ans	<b>2,00 ***</b>
Ne sait pas	1,12
<b>Age</b>	
Entre 15 et 24 ans	0,95
Entre 25 et 39 ans	<b>1,36 **</b>
Entre 40 et 59 ans	ref
Entre 60 et 69 ans	0,89
70 ans et plus	<b>0,53 ***</b>
<b>Niveau de vie</b>	
Bas revenus	<b>1,56 ***</b>
Classe moyenne inférieure	<b>1,28 *</b>
Classe moyenne supérieure	ref
Hauts revenus	0,96
Non réponse	0,87
<b>Type d'agglomération</b>	
Commune rurale	<b>1,43 **</b>
2 000 à 20 000 habitants	0,93
20 000 à 100 000 habitants	1,19
Plus de 100 000 habitants	ref
Agglomération parisienne	<b>2,05 ***</b>
<b>Nombre d'équipements administratifs de la commune de résidence<sup>4</sup></b>	
Aucun équipement administratif	1,06
1 ou 2 équipements administratifs	1,12
Entre 3 et 10 équipements administratifs	ref
Plus de 10 équipements administratifs	<b>0,75 **</b>
<b>Revenu médian de la commune de résidence<sup>5</sup></b>	
Inférieur à 19 000€	<b>1,97 ***</b>
Entre 19 000 et 21 000€	<b>1,62 ***</b>
Entre 21 000 et 24 000€	ref
Supérieur à 24 000€	<b>0,68 **</b>
<b>Taux de chômage dans la commune de résidence<sup>6</sup></b>	
Inférieur à 10%	ref
Entre 10 et 13%	0,98
Entre 13 et 16%	1,21
Entre 16 et 19%	<b>1,38 *</b>
Supérieur à 19%	<b>2,42 ***</b>

Sources : Calculs Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020. Données INSEE.

<sup>4</sup> Données issues de la Base permanente des équipements (BPE) Insee 2018

<sup>5</sup> Données issues de l'enquête Insee FILOSOFI 2017

<sup>6</sup> Données issues du recensement Insee 2016

Note de lecture : Pour simplifier la lecture, seuls deux indicateurs ont été retenus : « l'odds ratio » et le « seuil de significativité » qui lui est associé. Un odds-ratio supérieur à 1 (resp. inférieur à 1), statistiquement significatif, indique que le facteur accroît (resp. réduit) la probabilité d'avoir le sentiment d'habiter dans un territoire en difficulté. \*\*\* : significatif au seuil de 1% ; \*\* : significatif au seuil de 5% ; \* : significatif au seuil de 10% ; ref : catégorie de référence.

**Tableau 4 – Modélisation de la probabilité d'envisager de quitter son territoire pour vivre**

	Odds-ratio et significativité
<b>Indicateur de moral économique</b>	
Pense que son niveau de vie s'est amélioré depuis 10 ans	ref
Pense que son niveau de vie est resté pareil depuis 10 ans	0,87
Pense que son niveau de vie s'est dégradé depuis 10 ans	<b>1,30</b> **
Ne sait pas	2,08
<b>Age</b>	
Entre 15 et 24 ans	<b>3,08</b> ***
Entre 25 et 39 ans	0,94
Entre 40 et 59 ans	ref
Entre 60 et 69 ans	<b>0,57</b> ***
70 ans et plus	<b>0,20</b> ***
<b>Niveau de vie</b>	
Bas revenus	1,14
Classe moyenne inférieure	0,94
Classe moyenne supérieure	ref
Hauts revenus	0,85
Non réponse	1,28
<b>Type d'agglomération</b>	
Commune rurale	1,04
2 000 à 20 000 habitants	<b>0,77</b> *
20 000 à 100 000 habitants	<b>0,73</b> **
Plus de 100 000 habitants	ref
Agglomération parisienne	<b>1,70</b> ***
<b>Nombre d'équipements administratifs de la commune de résidence</b>	
Aucun équipement administratif	0,95
1 ou 2 équipements administratifs	1,04
Entre 3 et 10 équipements administratifs	ref
Plus de 10 équipements administratifs	1,12
<b>Revenu médian de la commune de résidence</b>	
Inférieur à 19 000€	0,93
Entre 19 000 et 21 000€	0,90
Entre 21 000 et 24 000€	ref
Supérieur à 24 000€	1,10
<b>Taux de chômage dans la commune de résidence</b>	
Inférieur à 10%	ref
Entre 10 et 13%	1,06
Entre 13 et 16%	1,18
Entre 16 et 19%	1,06
Supérieur à 19%	1,31

Sources : Calculs Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020. Données INSEE.

Note de lecture : Pour simplifier la lecture, seuls deux indicateurs ont été retenus : « l'odds ratio » et le « seuil de significativité » qui lui est associé. Un odds-ratio supérieur à 1 (resp. inférieur à 1), statistiquement significatif, indique que le facteur accroît (resp. réduit) la probabilité d'avoir le sentiment de souhaiter quitter son territoire.\*\*\* : significatif au seuil de 1% ; \*\* : significatif au seuil de 5% ; \* : significatif au seuil de 10% ; ref : catégorie de référence.

Lorsqu'on croise les deux indicateurs on aboutit à une répartition de la population en **quatre groupes**, de tailles inégales :

- **La plupart des Français (48%) souhaitent vivre durablement sur leur territoire, qu'ils estiment en bonne santé.** Ce sont des personnes plus âgées et aisées que la moyenne, vivant dans des territoires également plus aisés.
- 24% vivent sur un **territoire qu'ils estiment en difficulté mais cela n'entame pas leur désir de continuer à vivre durablement** sur celui-ci. Ce sont des individus ayant un niveau de vie plutôt faible, issus de territoires ruraux ou de petites villes, et de communes avec des taux de pauvreté et de chômage supérieurs à la moyenne.
- 14% aspirent à **quitter un territoire actuellement en bonne santé.** Ce sont également des individus plutôt jeunes, mais vivant au sein de territoires plutôt aisés, notamment de grandes agglomérations.
- 13% aspirent à **quitter un territoire qu'ils estiment en difficulté.** Ce sont des individus bien plus jeunes que la moyenne, également plus pauvres. Ils sont davantage issus de quartiers prioritaires et de territoires en difficulté économique.

**Tableau 5 – Une majorité de Français souhaitent vivre durablement sur leur territoire, qu'ils estiment en bonne santé**

**Avez-vous le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté ? Cumul des « Oui, tout à fait » et « Oui, plutôt » et des « Non, pas du tout » et « Non plutôt pas ». Selon le souhait exprimé de quitter le territoire**

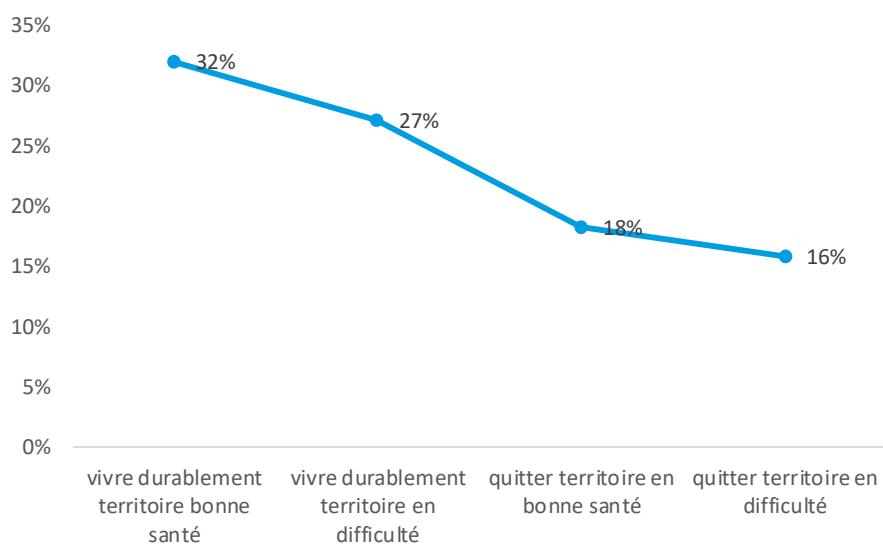
Concernant le territoire où vous vivez,	Avez-vous le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté ?			
	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Vous envisagez d'y vivre durablement	24	48	0	72
Vous envisagez de le quitter pour vivre ailleurs	13	14	0	27
Ne sait pas	0	0	0	1
Total	37	62	1	100

Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

**Le sentiment d'appartenance à une communauté locale a partie liée à l'inscription durable dans un territoire (davantage qu'à la bonne ou mauvaise santé du territoire), sans qu'il soit réellement possible**

de déterminer le lien de causalité. Est-ce parce que les individus se projettent durablement dans leur territoire qu'ils se sentent mécaniquement appartenir à une communauté de destin avec ses habitants ? Où est-ce inversement le sentiment de faire partie d'une communauté d'habitants partageant les mêmes conditions et projets de vie, œuvrant dans des initiatives communes, que les individus se projettent durablement dans leur territoire ?

**Graphique 8 – Part de Français ayant le sentiment d'appartenir à une communauté locale, selon le regard porté sur le territoire**



Sources : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

En résumé, nous observons que l'ancrage local revêt des périmètres très variables selon que l'on est en zone très rurale ou urbaine. Les ruraux expriment un sentiment d'appartenance assez éloigné de l'hyper-localisme ou de l'habituelle proximité qu'on peut leur prêter. Une part majoritaire de la population se projette durablement dans son espace de vie actuel. Cette position est assez fortement corrélée au sentiment que leur territoire n'est pas en difficulté. A noter cependant qu'une minorité non négligeable de français, jeunes ou n'ayant pas une perception positive de leur situation socio-économique, expriment leur souhait de quitter leur territoire.

## **2. Un engagement attendu des habitants et des pouvoirs publics pour les territoires**

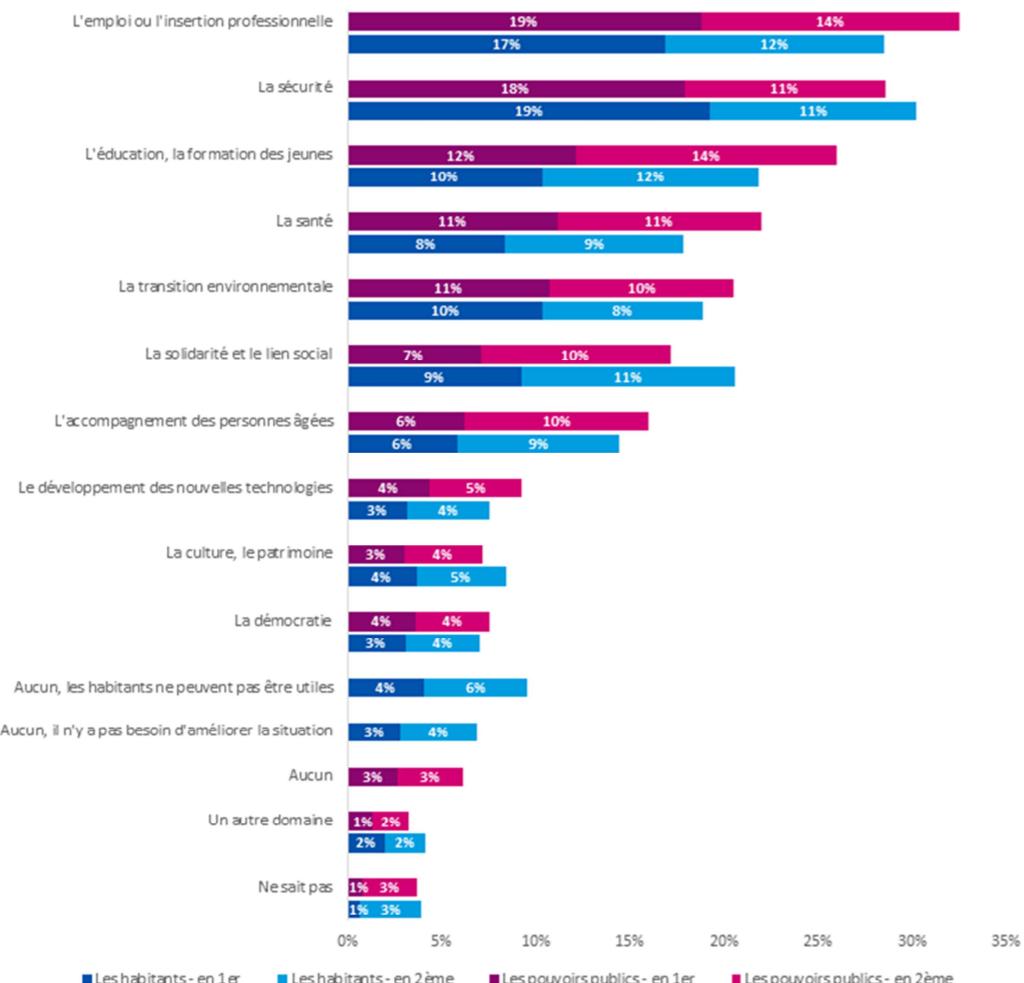
---

### **Des domaines d'actions similaires pour les citoyens et les pouvoirs publics**

Premier constat : la hiérarchie des domaines d'intervention jugés prioritaires pour le territoire est **sensiblement la même**, que l'on interroge la population sur la place des citoyens, ou sur celle des pouvoirs publics.

Graphique 9 – L'emploi et la sécurité, les deux domaines d'action prioritaires pour améliorer la situation des territoires

**Dans quel(s) domaine(s) pensez-vous qu'il est prioritaire que les habitants agissent pour améliorer la situation de votre territoire ? Et que les pouvoirs publics améliorent leur action pour mieux répondre aux besoins de votre territoire ?**



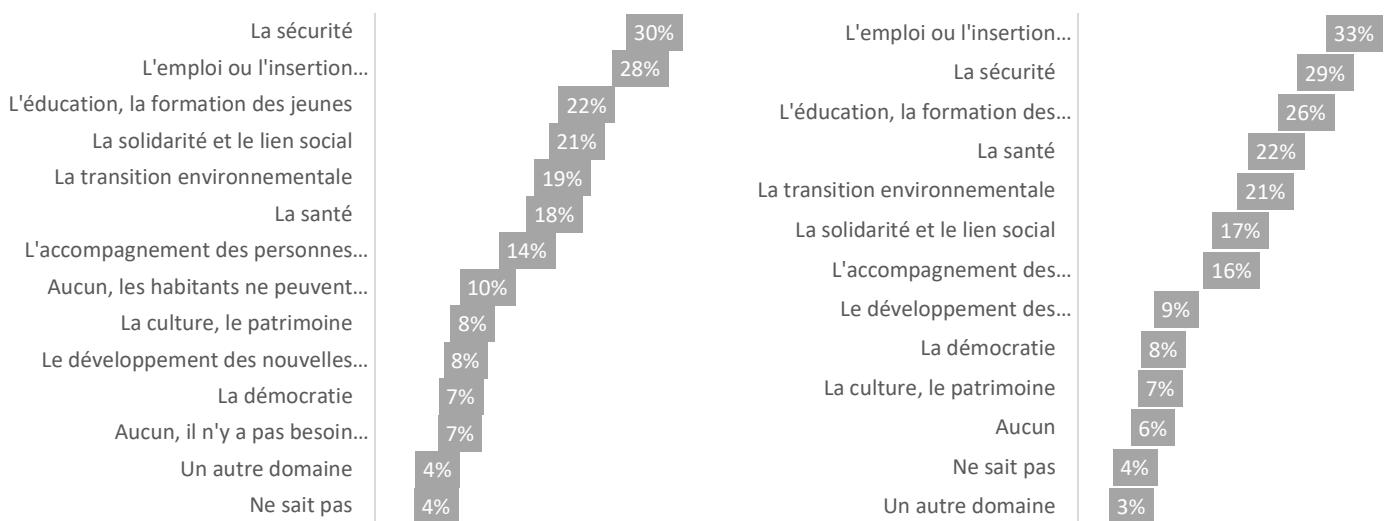
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

## Priorité donnée aux actions pour la sécurité et l'emploi

Premier constat : les enquêtés attendent à la fois des pouvoirs publics et des citoyens que ceux-ci s'engagent prioritairement pour la sécurité et l'emploi.

**Graphique 10 – L'emploi et la sécurité, les deux domaines d'action prioritaires pour améliorer la situation des territoires (% réponse 1+2)**

Dans quel(s) domaine(s) pensez-vous qu'il est prioritaire que les habitants agissent pour améliorer la situation de votre territoire ?      Et que les pouvoirs publics améliorent leur action pour mieux répondre aux besoins de votre territoire ?



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

On constate une forte proximité entre les attentes d'engagement au niveau territorial des pouvoirs publics et des citoyens sont donc très **proches de celles observées au niveau national**. Ce dernier point éclaire le fait que le souhait ou non de quitter son territoire ne modifie pas l'ordre des domaines prioritaires.

L'enquête Conditions de vie du Crédoc montre aussi des préoccupations pour la sécurité qui suivent une tendance à la hausse sur les quarante dernières années. Même si ces préoccupations sont moins fortes aujourd'hui qu'en 2002, juste après le choc des attentats des tours jumelles de 2001 et la focalisation de la campagne présidentielle sur le thème de la violence et de l'insécurité, elles arrivent néanmoins **en tête des préoccupations au début 2020** devant d'autres sujets comme l'immigration, l'environnement, le chômage, etc.

Depuis la période regrettée des trente glorieuses où régnait le plein emploi, s'est ancrée petit à petit dans les esprits la persistance d'un « chômage de masse » pouvant un jour ou l'autre toucher tout un

chacun. Au début 2020, et malgré la dynamique positive des embauches à cette période<sup>7</sup>, une majorité des citoyens se déclarent inquiets des risques de chômage (55% déclarent que le risque de chômage les inquiète « beaucoup » ou « assez »).

De manière corrélée aux questions d'emploi, l'attention d'action en matière **de formation et d'éducation des jeunes** arrive dans le triptyque de tête des attentes, en liaison avec la récurrence de la question du chômage des jeunes . L'enquête du CEREQ qui suit l'entrée sur le marché du travail de différentes générations, montre la difficulté grandissante des jeunes à accéder au graal d'un emploi en CDI. Même pour les jeunes en emploi, la progression des contrats courts, interim, ou autres statuts (nouveaux micro-entrepreneurs, etc) observée au niveau national touche en premier lieu les jeunes.

Dans le combat des territoires contre le chômage et pour la formation des jeunes, les citoyens comptent un peu plus sur l'action des acteurs publics, que sur celles des habitants eux-mêmes. Mais les différences sont assez tenues (4 points de plus pour les pouvoirs publics par rapport aux citoyens).

Quelques différences, ténues, de rôles attribués aux citoyens et aux pouvoirs publics peuvent être relevées, en mineur. **La solidarité et le lien social** est le seul domaine au niveau territorial où l'engagement des citoyens est plus volontiers cité (20%) que celui des pouvoirs publics (17%). A l'inverse, **la santé** est un champ d'action territorial davantage associé aux pouvoirs publics (22%) qu'aux citoyens (17%)

#### Les interviewés habitant dans un territoire vraiment en difficulté citent plus souvent

- l'engagement pour l'emploi et l'insertion professionnelle comme priorité d'engagement pour les citoyens (36% vs 28% en moyenne), et pour les pouvoirs publics (38% vs 33% en moyenne).
- un engagement pour plus de démocratie de la part des habitants du territoire (12% vs 7%) et des pouvoirs publics (13% vs 8% en moyenne)
- Les **chômeurs** citent plus volontiers la nécessité de s'engager pour l'emploi au niveau local, qu'il s'agisse de l'implication des citoyens (41% vs 28%), ou des pouvoirs publics (45% vs 33% en moyenne). Ils soulignent plus souvent l'importance de l'action des **pouvoirs publics concernant la solidarité et le lien social** 22% vs 17% en moyenne, et priorisent moins souvent l'action pour

<sup>7</sup> Au dernier trimestre de 2019, avant la crise sanitaire liée au covid-19, on décomptait 8,1% de chômeurs en France (hors Mayotte), soit le plus faible niveau observé depuis fin 2008 (taux de chômage au sens du BIT). Source : Insee, enquête Emploi

l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes (17% vs 26% des actifs occupés et 28% des inactifs)

- Les **actifs occupés** appellent un peu plus de leurs vœux l'engagement des citoyens pour la transition écologique 21% vs 19% en moyenne et 14% des chômeurs, ou 17% des inactifs.
- Les **inactifs et en particulier les retraités** attendent plus d'action de la part des pouvoirs publics sur le front de la sécurité (38% vs 29%) et de l'accompagnement des personnes âgées 21% vs 16% en moyenne

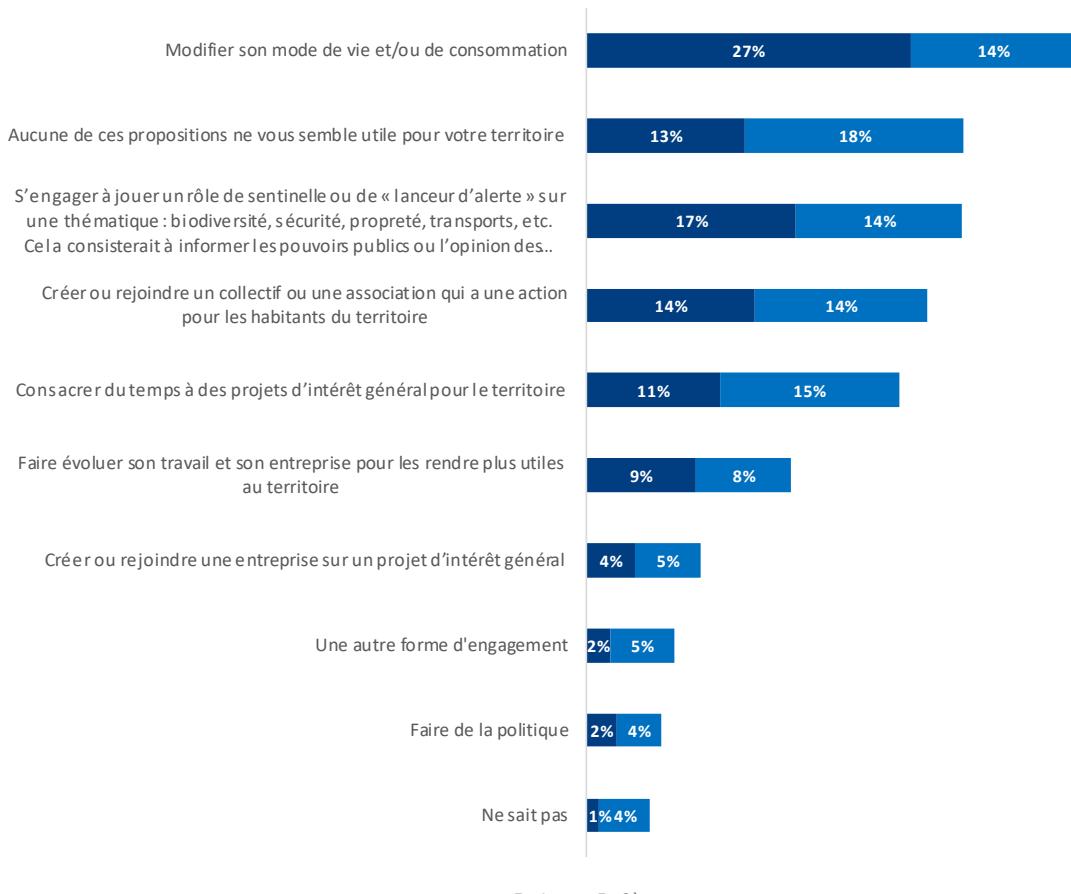
Seule une petite part des citoyens pensent que **les habitants ne peuvent pas être utiles à leur territoire, que ce n'est pas leur rôle ou alors qu'il n'y a pas besoin d'y améliorer la situation** (7% des enquêtés en 1<sup>ère</sup> réponse). Ces individus sont **moins engagés** que les autres de manière générale dans des associations,) et également sur le plan professionnel. En comparaison à la moyenne des Français, ils se **préoccupent davantage de l'immigration** et moins de la dégradation de l'environnement. Ces personnes sont **moins diplômées** que la moyenne, **moins aisées** et vivent plus souvent dans des **petites communes**. Elles ressentent également davantage l'envie de **quitter le territoire où elles vivent** pour s'installer ailleurs

## **Des citoyens qui considèrent pouvoir agir en changeant leurs modes de vie et par un micro-engagement de terrain**

Quatre personnes sur dix considèrent que le mode d'engagement le plus utile des citoyens pour leur territoire réside dans une modification de **leur mode de vie ou de consommation** : 41% ont choisi cette réponse comme une deux actions les plus utiles pour leur territoire.

**Graphique 11 – Modifier son mode de vie et de consommation apparaît aux Français comme l'action la plus utiles pour leur territoire**

Voici plusieurs manières pour les habitants de s'engager pour leur territoire. Pouvez-vous m'indiquer lesquelles vous paraissent les plus utiles pour votre territoire ? (% réponses 1 et 2)



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Cette réponse s'inscrit notamment dans une volonté de lutter contre la situation environnementale actuelle : en effet **41% des individus ayant répondu « Modifier son mode de vie et/ou de consommation » placent la lutte contre la dégradation de l'environnement** comme un de leurs deux principaux sujets de préoccupation, parmi 11 sujets socio-économiques, soit 10 points de plus que la moyenne des répondants.

Autre mode d'action des citoyens jugé pertinent au niveau territorial : **jouer un rôle de sentinelle** ou de « lanceur d'alerte » (31%), c'est-à-dire « informer les pouvoirs publics ou l'opinion des dysfonctionnements constatés sur le terrain ». Les individus séduits par le rôle de sentinelle sont eux-

aussi, plus sensibles à l'environnement (46% donnent une note de 1 à 7) que les autres (42%). Mais l'intérêt des citoyens pour être des sentinelles de terrain va au-delà de la question climatique et peut s'appliquer à différents domaines « comme « la biodiversité, sécurité, propreté, transports ». L'attrait de cette proposition nous semble principalement résider dans la possibilité **d'un « micro-engagement » souple, individualisé, et de terrain**, en complète adéquation avec l'évolution des modes d'engagement. Cette proposition arrive en effet bien loin devant un engagement politique, dont se sont détournés nos concitoyens depuis longtemps<sup>8</sup>. Mais aussi devant la création ou l'intégration **d'un collectif ou d'une association qui a une action pour les habitants** du territoire (pour 28% des enquêtés) ou encore le don de **temps à des projets d'intérêt général** pour le territoire (26%).

Très peu pensent spontanément à **faire évoluer leur travail et leur entreprise pour les rendre plus utiles** au territoire (17%) ou **créer ou rejoindre une entreprise sur un projet d'intérêt général** (9%).

Assez logiquement, les personnes qui ont répondu qu'aucune de ces propositions ne leur semblait utile considéraient à la question précédente que les habitants ne peuvent pas être utiles (30% contre 10% en moyenne) ou que leur territoire n'avait pas besoin d'amélioration (» 21% contre 7% en moyenne)

Par contre, le souhait ou non de quitter son territoire ne modifie pas l'ordre des réponses.

Repérons quelques divergences de point de vue

- **Consacrer du temps à des projets d'intérêt général** est moins souvent considéré comme utile au territoire par les chômeurs (17%) (contre 25% des actifs occupés 25% et 28% des inactifs) et les personnes considérant résider dans un territoire vraiment en difficulté 19% (vs 26% en moyenne).
- Habiter dans un territoire très en difficulté a tendance à amplifier l'intérêt de rejoindre une entreprise qui s'implique sur des questions d'intérêt général 14% vs 17% en moyenne.

---

<sup>8</sup> Voir les travaux du Cevipof sur ces questions

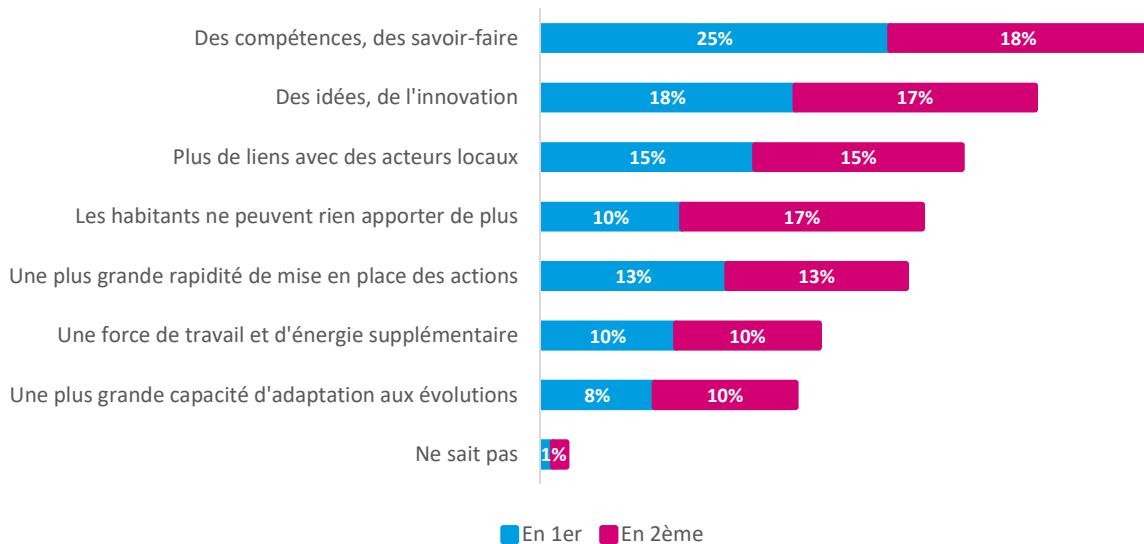
## **Apports de compétences et innovations sont perçus comme les deux principaux atouts des citoyens par rapport aux pouvoirs publics**

En complément de l'action des acteurs publics, les habitants pensent qu'ils pourraient avant tout apporter **leurs compétences et leurs savoirs faire** à leur territoire (43%), ainsi que **des idées et de l'innovation** (35%). 30% des habitants déclarent qu'ils pourraient apporter **plus de lien avec les acteurs locaux**, avec qui ils peuvent être en contact. Ensuite, les enquêtés ont répondu qu'ils pourraient apporter **une plus grande rapidité de mise en place des actions** (26%), en agissant directement au niveau du territoire et sans passer par de nombreux intermédiaires administratifs. Les autres propositions sont moins citées. Une partie non négligeable d'entre eux sont néanmoins dubitatifs sur la contribution qu'ils pourraient amener à leur territoire, estimant qu'ils ne peuvent **rien apporter de plus par rapport aux actions déjà mises en place par les pouvoirs publics** (10% en premier choix).

Les personnes qui ont le sentiment de travailler dans une structure utile au territoire (agents publics et salariés d'associations sont surreprésentés) sont les plus nombreux à penser que les citoyens peuvent apporter des idées, de l'innovation, (42% vs 35% en moyenne), ainsi qu'une plus grande rapidité de mise en place des actions (32% vs 26%). Ils sont les moins nombreux à considérer que les habitants ne peuvent rien apporter aux pouvoirs publics (12% vs 27%)

**Graphique 9 – Des compétences et des savoirs faire, les principaux apports des habitants à l'action des pouvoirs publics**

**Selon vous, qu'est-ce que les habitants de votre territoire apportent ou pourraient apporter de complémentaire à l'action des pouvoirs publics sur votre territoire ?**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Les atouts perçus de l'engagement des habitants par rapport à l'action des collectivités varie un peu selon certaines dimensions :

- les habitants de territoire en difficulté (37%), ceux qui envisagent de quitter le territoire (32%) et les chômeurs (37%) sont **plus défaitistes** que les autres sur la capacité des habitants à apporter des atouts complémentaires aux pouvoirs publics sur leur territoires (contre 27% en moyenne)
- **L'apport en termes de force de travail, d'énergie supplémentaire** est plus souvent cité par les habitants qui valorisent l'engagement dans **une entreprise** pour l'intérêt général (27%) ou qui considèrent que **faire évoluer son travail** (28%) est l'action la plus utile pour le territoire, ou qui appellent de leur vœux une implication locale des habitants dans le **domaine de la culture** (25% vs 20% en moyenne)
- L'apport en termes de **compétences** est plus souvent évoqué par les habitants convaincus de l'utilité de **consacrer du temps** pour un projet d'intérêt général (48%) ou par l'action via des **collectifs ou des associations** (50%) et par les inactifs (46%)

- Les citoyens pénétrés de l'utilité **de l'action politique ou associative** sur les territoires sont plus nombreux à mettre en avant la capacité des citoyens à apporter des **liens avec les acteurs locaux** (36% dans les deux cas vs 30% en moyenne).
- Lorsque l'action des citoyens est attendue plus particulièrement dans le domaine des **nouvelles technologies, les idées et innovations** (41% vs 35% en moyenne) et une plus grande **capacité d'adaptation** de la population (27% vs 18% en moyenne) sont plus souvent mises en avant comme des atouts des citoyens.
- **L'innovation, l'apport d'idées** est aussi plus souvent cité par les tenants d'un **engagement écologique** des citoyens dans leur territoire (41% vs 35% en moyenne)
- L'intérêt pour une implication des citoyens dans le champ de la **démocratie** va de pair avec l'idée que les citoyens peuvent apporter une plus grande **rapidité de mise en action** (36% vs 26%). L'attente d'action des habitats en termes **d'accompagnement des personnes âgées** est également plus souvent justifié par une plus grande rapidité d'action des citoyens sur le territoire. La canicule de 2003 ayant probablement marqué les mémoires.

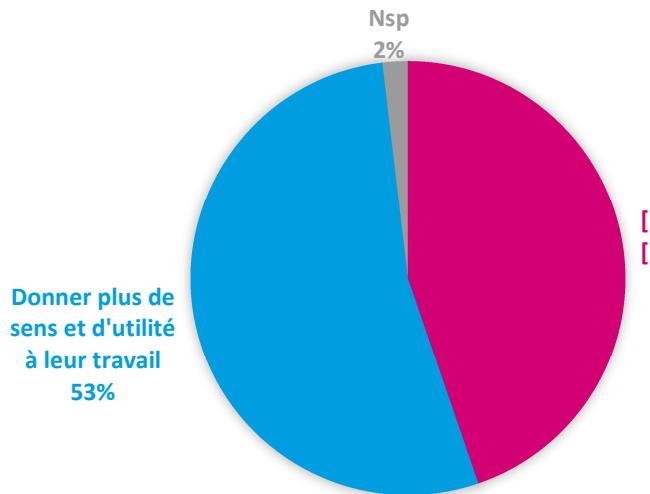
### 3. Une aspiration à se rendre utile au territoire via son travail non assouvie

---

#### 53% pensent préférable de s'investir dans son travail plutôt que pendant son temps libre

Nos concitoyens sont partagés mais une petite majorité estime préférable **que les actifs s'investissent dans leur travail**, en lui donnant plus de sens et d'utilité, plutôt qu'en dehors, sur leur temps libre pour améliorer la situation de leur territoire, (53%, cf. Graphique ).

**Graphique 13 – Une préférence pour s'investir pour le territoire via son travail, plutôt qu'en dehors**  
Pour améliorer la situation de votre territoire,  
pensez-vous qu'il est préférable pour les individus qui travaillent de :



Champ : Enquêtés qui ont répondu que les habitants pouvaient être utiles pour leur territoire lorsque les interviewés sont d'accord avec l'idée que les citoyens peuvent se rendre utiles à leur territoire (93% des cas Français),  
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Mais cette piste d'engagement territorial est particulièrement mise en avant par **les inactifs (63%) et les chômeurs (51%)**, les actifs occupés en étant moins convaincus (47%). Probablement car dans ces catégories, l'emploi se conjugue souvent avec des contraintes familiales plus importantes, et une tension

sur le temps importante et parce que l'inactivité (et plus encore le chômage) ne sont pas « convertis » ou considérés comme des opportunités d'engagement. On note d'ailleurs que les inactifs ne se distinguent pas du reste de la population lorsqu'ils répondent sur les domaines d'engagement prioritaires.

Les **jeunes** (55%) sont eux plus séduits que la moyenne par cette possibilité, illustrant notamment leur engagement citoyen et leur souhait de se sentir utile<sup>9</sup>.

La préférence pour un investissement dans le périmètre du travail est plus marquée lorsque les répondants considèrent que les habitants peuvent contribuer à améliorer leur territoire dans le champ de l'éducation et de la formation (56%), de la transition écologique (57%), de l'emploi ou de la formation professionnelle (55%), ou dans la solidarité ou le lien social (56%).

L'importance de **mobiliser le travail comme un lieu d'engagement possible** pour le territoire est plus marquée chez les citoyens qui valorisent un investissement des citoyens via du **temps** consacré à des projets d'intérêt général (58%), une modification de **ses modes de vie** (55%), le désir de **rejoindre une entreprise engagée** (55%) ou la recherche de **faire évoluer son travail et son entreprise** (55%). Lorsque les atouts perçus des citoyens sont leurs **apports de compétences et savoir-faire** (58%) ou leur capacité d'adaptation (54%).

**Graphique 14 – Une préférence pour s'investir pour le territoire via son travail plus marquée selon les domaines d'engagement des habitants jugés prioritaires pour le territoire**

	Il est préférable de disposer de plus de temps libre en dehors de leur travail	Il est préférable de donner plus de sens et d'utilité à leur travail
Transition environnementale	42%	57%
Education, formation des jeunes	43%	56%
Solidarité et lien social	44%	56%
Emploi ou insertion professionnelle	43%	55%
Accompagnement des personnes âgées	45%	53%
Aucun, pas besoin d'amélioration sur votre territoire	45%	53%
Sécurité	46%	52%
Démocratie	47%	52%
Développement des nouvelles technologies	46%	52%
Santé (alimentation, prévention, aide aux malades, ...)	48%	50%
Total	42%	50%

<sup>9</sup> Baillet J., Brice Mansencal L., Datsenko R., Hoibian S., Maes C., Crédoc, 2019, avec la collaboration de Guisse N., Jauneau-Cottet P., Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019, INJEP Notes & rapports/rapport d'étude.

Culture, patrimoine	52%	46%
Aucun, les habitants ne peuvent pas être utiles	55%	45%
Un autre domaine	42%	57%
[Ne sait pas]	31%	45%

Champ : Enquêtés qui ont répondu que les habitants pouvaient être utiles pour leur territoire lorsque les interviewés sont d'accord avec l'idée que les citoyens peuvent se rendre utiles à leur territoire (93% des cas Français),  
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

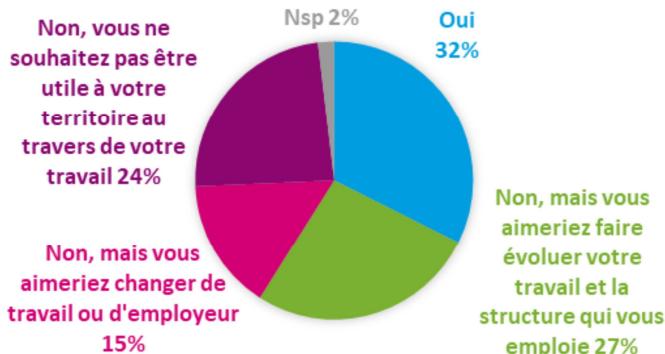
Plus les répondants considèrent habiter un **territoire en difficulté** (avec donc de réels problèmes de chômage, d'emploi) et **moins ils envisagent le travail comme un espace d'engagement** pour le territoire (49% pour ceux qui habitent des territoires vraiment en difficulté contre 61% chez les habitants de territoires en bonne santé), vraisemblablement car ils sont avant tout préoccupés par les fonctions rémunératrices et sécurisantes du travail, davantage que par la question du sens au travail.

### 1. Une piste d'engagement sous-exploitée : seulement un tiers des actifs a le sentiment de contribuer à améliorer la situation de son territoire au travers de son travail

Cette piste d'engagement semble sous-exploitée, puisque, seulement **un tiers des actifs a le sentiment de contribuer à améliorer la situation de son territoire au travers de son travail**. 42% aimeraient que ce soit le cas, soit qu'ils aimeraient faire évoluer leur travail et la structure qui les emploie vers une utilité territoriale plus forte, soit qu'ils envisagent de changer de travail ou d'employeur pour cela. Seuls 24% des actifs déclarent ne pas souhaiter contribuer à améliorer la situation de leur territoire au travers de leur travail.

**Graphique 15 – Avez-vous le sentiment de contribuer à améliorer la situation de votre territoire au travers de votre travail ?**

Champ : Population active (1618 enquêtés)



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Les habitants de **territoires en difficulté** sont plus nombreux à indiquer qu'ils **travaillent déjà dans des structures utiles à leur territoire** (39% vs 32% en moyenne) ou que ce n'est pas le cas aujourd'hui mais qu'ils souhaiteraient changer de travail ou d'employeur pour ce faire (21% vs 15% en moyenne).

Avoir le sentiment que son travail contribuer à améliorer le territoire va souvent de pair avec le souhait de **rester durablement** dans son territoire (36% vs 32% en moyenne et 24% chez ceux qui souhaitent quitter le territoire où ils vivent actuellement).

Les partisans d'un impact des citoyens par des **changements que chacun peut opérer sur son mode de vie** sont plus souvent convaincus d'apporter déjà une plus-value à leur territoire **par leur travail** (42% vs 32% en moyenne) ou aimeraient faire **évoluer leur travail et la structure qui les emploie** en ce sens (44% vs 27% en moyenne).

**Le souhait de changer de travail ou d'employeur pour être davantage utile à son territoire** est souvent lié à l'attente d'un engagement citoyen dans le domaine la transition écologique (27% vs 19% en moyenne), à un intérêt pour le mode d'action de lanceur d'alerte/sentinelle (36% vs 31% en moyenne) ou la modification de ses modes de vie (41%). On note également un lien entre cette aspiration changer de travail ou d'employeur pour être davantage utile à son territoire et l'importance accordée à l'engagement citoyen dans le domaine de l'emploi et l'insertion professionnelle (26%).

Logiquement, ceux qui ne veulent pas être utile à leur territoire par leur travail citent plus souvent la sécurité comme priorité (37%) ou considèrent que leur territoire n'a pas besoin d'amélioration (12%).

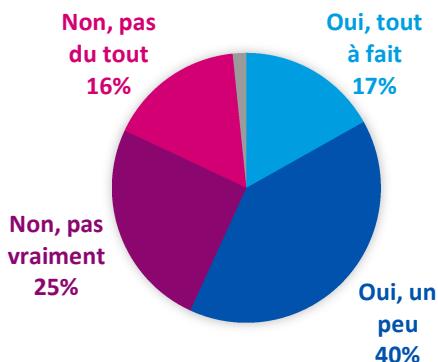
## Un regard très mitigé sur l'utilité de son entreprise au territoire

Les enquêtés actifs sont très peu à considérer leur entreprise comme tout à fait utile à leur territoire (17% ont répondu « Oui, tout à fait »), cf. Graphique ). Ce point éclaire partiellement les réponses

précédentes qui montraient que les actifs n'étaient pas les plus nombreux à considérer que donner plus de sens et d'utilité à son travail était la meilleure manière d'aider son territoire.

**Graphique 16 – Diriez-vous que la structure dans laquelle vous travaillez contribue à améliorer la situation de son territoire ?**

Champ : Population active (1618 enquêtés)



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Lorsque les gens travaillent dans la fonction publique ils sont 71% à trouver que leur structure est tout à fait ou un peu utile au territoire ; 66% lorsqu'ils travaillent en association, 50% en entreprise privée contre 57% en moyenne.

Considérer travailler dans une structure qui œuvre positivement pour leur territoire est plus fréquent chez les personnes envisageant de rester durablement dans leur territoire (61%) que chez celles qui pensent le quitter (48%).

Les habitants les plus séduits par une action des citoyens au sein des entreprises sur des projets d'intérêt général, ou qui estiment que les habitants doivent prioritairement essayer de faire évoluer leur travail vers un impact positif pour le territoire sont plus nombreux (respectivement 67% et 65%) à trouver un impact positif à leur propre entreprise sur le territoire.

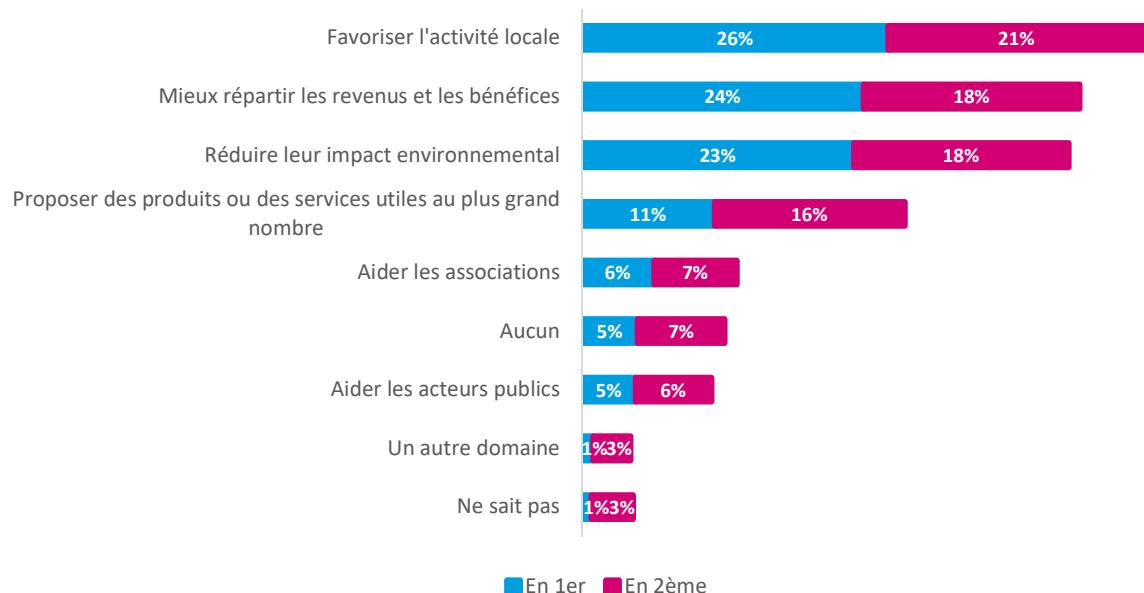
Logiquement le sentiment que son entreprise est utile au territoire renforce le sentiment que les entreprises et l'engagement par le travail sont des vecteurs d'amélioration du territoire.

# Une attente d'engagement des entreprises en matière d'emploi, de revenus et d'environnement

Quelles attentes expriment nos concitoyens sur l'engagement des entreprises au niveau territorial ? En premier lieu, la population estime que les entreprises devraient avant tout **favoriser l'activité locale** (47% la désignent parmi leurs deux choix).

Une dimension jugée plus souvent prioritaire par **les habitants qui souhaitent vivre durablement** dans leur territoire (50% vs 39% chez ceux qui envisagent le quitter), et lorsque le territoire est considéré sans difficultés (48%) plutôt qu'en mauvaise passe (39%). L'action des entreprises au niveau local est plus souvent mentionnée chez les personnes valorisant l'action des citoyens dans des **collectifs ou associations** (53%). Plus citée aussi par les personnes (souvent âgées) qui, en parallèle, souhaiteraient un investissement des habitants sur l'accompagnement des personnes âgées (52%)

**Graphique 17 – Les entreprises devraient favoriser l'activité locale avant tout pour près d'un Français sur deux**  
**Selon vous, dans quel(s) domaine(s) les entreprises doivent agir en priorité pour améliorer la situation de leur territoire ?**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Le deuxième champ d'action dévolu aux entreprises a trait à une **meilleure répartition des revenus et des bénéfices** (42%), notamment dans le but de réduire les écarts de niveaux de vie importants qui existent entre les populations les plus pauvres et les plus aisées. Une attente d'autant plus forte que le territoire est vraiment en difficulté (51% vs 39% si le territoire est jugé en bonne santé) ou que les répondants attendent une action des citoyens sur les questions de démocratie (51% vs 42% en moyenne). Les chômeurs sont les plus nombreux à afficher cette attente (46%).

Troisième attente d'action des entreprises au niveau territorial : **la réduction de leur impact environnemental** (41%). Nous l'avons évoqué plus haut, la lutte contre le réchauffement climatique cristallise de plus en plus l'attention et les citoyens de France<sup>10</sup> et d'Europe<sup>11</sup>. Les Français considèrent devoir et pouvoir agir au niveau individuel. Mais ils attendent un engagement et des efforts qui soient partagés. Les actifs occupés citent un peu plus souvent la réduction de l'impact environnemental (44%). Cette attente est plus forte chez les personnes qui considèrent habiter un territoire en très bonne santé (45%) et jugé plus secondaire lorsque le territoire est perçue comme en difficulté (29%).

**L'implication environnementale** des entreprises est plus souvent mentionnée chez les personnes valorisant les changements de mode de vie au quotidien des citoyens (55%). Et l'on repère une forte **convergence d'objectifs** lorsque les répondants indiquent que les habitants devraient s'investir prioritairement pour la transition environnementale ils sont également plus nombreux que la moyenne (66% vs 41% en moyenne) à attendre également une action de la part des entreprises.

Les autres propositions rencontrent moins d'écho. 27% des enquêtés souhaitent qu'avant toute chose, les entreprises **proposent des produits ou des services utiles au plus grand nombre**, agissant ainsi pour le bien commun plutôt que pour le profit financier avant tout. Une proportion légèrement plus élevée (33%) lorsque le mode d'action recommandé aux habitants est de s'investir dans une entreprise engagée sur un projet d'intérêt général.

---

<sup>10</sup> En 2020, 31% des Français citent la dégradation de l'environnement comme un des deux sujets qui les préoccupent le plus, parmi une liste de onze sujets socio-économiques. C'est cinq points de plus que l'année dernière et c'est le score le plus haut jamais atteint depuis que la question est posée, en 1991. Source : Crédoc, Enquête Aspiration et Conditions de vie, hivers 1991 à 2020.

<sup>11</sup> D'après la deuxième édition de l'EIB Climate Survey, menée par la banque européenne d'investissement, 47% des Européens perçoivent le changement climatique comme le plus gros défi auquel leur pays doit faire face, devant l'accès aux services de soin ou le chômage (chacun pour 39% des enquêtés).

Une part faible des individus interrogés souhaitent que les entreprises **aident les associations (13%) ou les acteurs publics (11%)** en priorité pour améliorer la situation de leur territoire. 21% des partisans d'une action des habitants dans le champ politique considèrent que les entreprises peuvent aider les pouvoirs publics (vs 11% en moyenne). 16% des répondants attendant une action des citoyens sur les questions de démocratie.

Notons enfin, que les citoyens qui affirment que les citoyens ne peuvent rien faire pour leur territoire sont aussi ceux qui estiment que les entreprises ne peuvent rien non plus (52% des plus défaitistes sur la possibilité d'action des citoyens pour le territoire sont également pessimistes sur une possible action des entreprises pour améliorer les situations locales (contre 12% en moyenne).

En conclusion, et de manière très générale, les opinions exprimées en matière d'engagement des citoyens dans les territoires sont moins déterminées par les caractéristiques du territoire que par les caractéristiques sociodémographiques du répondant. Les domaines prioritaires d'amélioration au niveau territorial sont donc très proches de celles observées au niveau national.

Seule une très petite part des citoyens pensent que les habitants ne peuvent pas être utiles à leur territoire, que ce n'est pas leur rôle ou alors qu'il n'y a pas besoin d'y améliorer la situation (7% des enquêtés). Pour ceux qui répondent que les habitants ont un rôle à jouer, une majorité privilégie des formes plus civiques ou collectives d'engagement (contre 41 % privilégiant plutôt la modification des comportements individuels).

En complément de l'action des acteurs publics, les habitants pensent qu'ils pourraient avant tout apporter leurs compétences et leurs savoirs faire à leur territoire (43%), ainsi que des idées et de l'innovation (35%). 30% des habitants déclarent qu'ils pourraient apporter plus de lien avec les acteurs locaux, avec qui ils peuvent être en contact. Ensuite, les enquêtés ont répondu qu'ils pourraient apporter une plus grande rapidité de mise en place des actions (26%), en agissant directement au niveau du territoire et sans passer par de nombreux intermédiaires administratifs.

Très peu pensent spontanément à faire évoluer leur travail et leur entreprise pour les rendre plus utiles au territoire ou créer ou rejoindre une entreprise sur un projet d'intérêt général. Les actifs pensent majoritairement que le temps libre est plus important que le travail pour aider son territoire (sauf chez les jeunes) et seulement un tiers d'entre eux a le sentiment de contribuer à améliorer la situation de son territoire au travers de son travail. On remarquera enfin que les enquêtés actifs sont aussi très peu à considérer leur entreprise comme tout à fait utile à leur territoire (17% ont répondu « Oui, tout à fait »).

L'engagement en faveur de son territoire reste donc encore largement dissocié du travail (à l'exception notable des plus jeunes) et l'entreprise semble encore peiner à s'imposer comme un acteur territorial engageant sa responsabilité dans l'amélioration globale de son territoire.

# Annexe 1 : une typologie des cinq visions de l'articulation des acteurs et leurs profils

---

Après avoir décrit la hiérarchie des attentes exprimées par rapport aux différents acteurs (Entreprises, citoyens, pouvoirs publics) et les modalités d'action qui semblaient les plus adaptées du point de vue du citoyen, nous allons ici chercher à **comprendre comment les différentes attentes/rôles/visions s'articulent entre elles**, si il existe un ou plusieurs « modèles » d'articulation des modes d'actions, et des acteurs. Et d'identifier leur adhésion selon les groupes de population, les territoires.

Pour cela nous avons réalisé une analyse statistique (voir encadré) permettant de mettre à jour les liens entre les opinions sur l'engagement des entreprises, celui des pouvoirs publics et celui des citoyens.

L'analyse présentée ici s'appuie sur une analyse des composantes multiples (ACM) qui permet de dégager plusieurs axes de corrélation entre les modalités des différentes variables actives. Une classification ascendante hiérarchique (CAH) a permis ensuite de créer des groupes d'enquêtés proches sur le plan factoriel obtenu, en maximisant la variance inter-classes et en minimisant la variance intra-classes (cf. Graphique en annexes). Les variables actives qui ont servi à construire cette typologie sont les questions sur les domaines d'actions prioritaires pour les habitants, pour les pouvoirs publics, pour les entreprises, l'apport des habitants en complément de l'action des pouvoirs publics, la manière dont les habitants peuvent être utiles, le sentiment de contribuer à améliorer la situation de son territoire au travers de son travail et la préférence entre disposer de plus de temps libre ou donner plus de sens à son travail, pour aider son territoire.

## **Des acteurs dont on attend que les forces s'ajoutent dans la même direction (plutôt qu'elles ne se complètent)**

Les graphiques ci-après, permettent de visualiser la proximité des réponses des individus : plus deux points sont proches sur la carte et plus ils ont de chances d'avoir été cités par les mêmes personnes.

Le premier enseignement qui ressort de cette analyse est que les citoyens **attendent davantage une convergence de l'action des acteurs sur des domaines qu'ils jugent prioritaires, qu'une articulation des rôles** et domaines entre eux. Ainsi les personnes déclarant que le domaine d'engagement prioritaire des habitants doit être l'environnement, sont aussi celles qui attendent des actions en la matière des pouvoirs publics, et des entreprises. On retrouve la même logique concernant l'emploi, la sécurité, etc.

Dit autrement, pour un même individu, les domaines d'action jugés prioritaires ne diffèrent pas réellement selon que l'on évoque l'action du secteur public, privé ou des citoyens. Et les Français attendent en majorité **une mise en commun des forces des différents acteurs vers un même objectif, plutôt qu'une complémentarité d'action.**

Deuxième enseignement, les attentes d'action au niveau territorial s'articulent autour de deux axes :

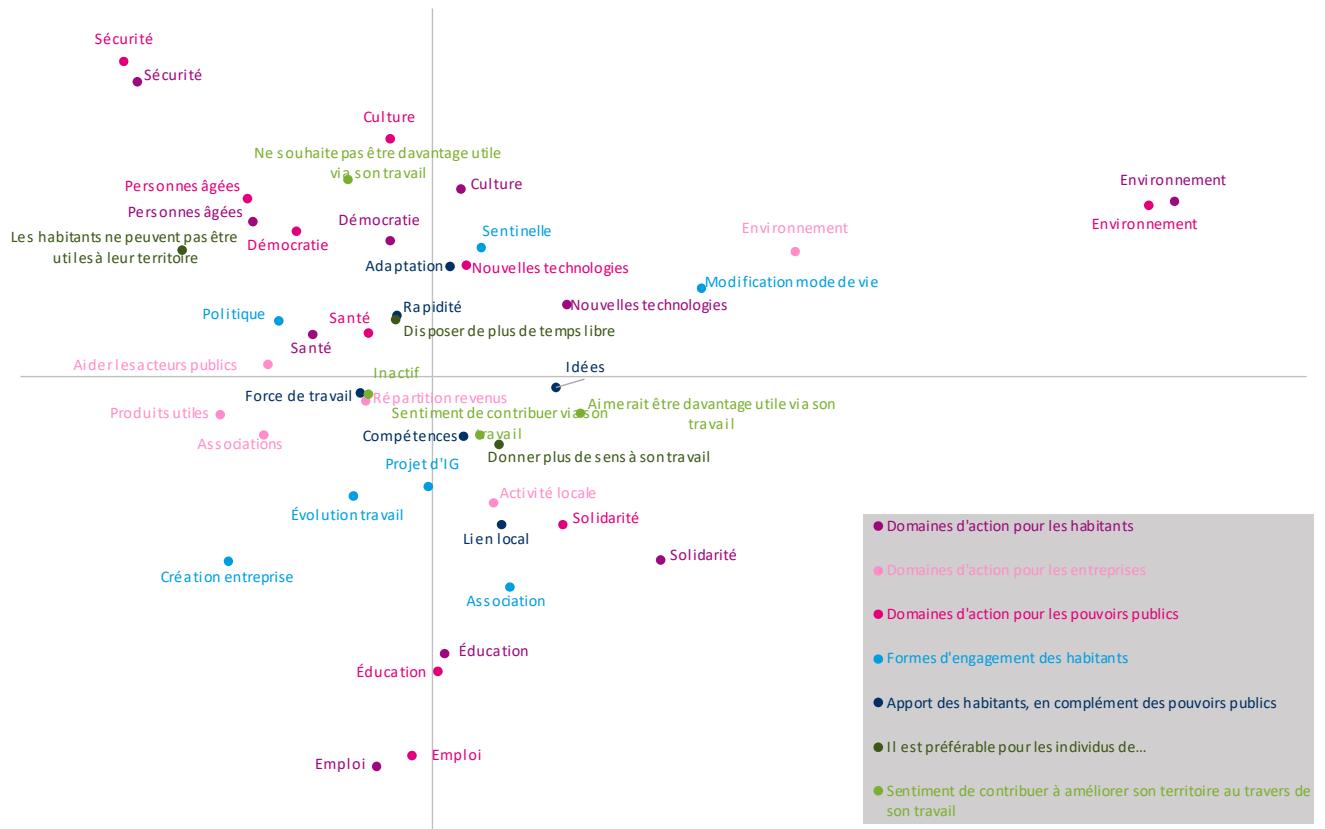
- Un axe horizontal qui oppose une attente d'action plutôt en faveur de **l'environnement**, plutôt porté par les jeunes et les diplômés du supérieur, les catégories aisées, d'une action plutôt orientée vers la **sécurité et le vieillissement et la santé**, plutôt recherchées par des non diplômés, et personnes âgées.
- Un axe horizontal qui oppose en bas du graphique des attentes d'engagement envers **l'emploi**, la formation des jeunes que les habitants d'agglomérations de taille moyenne, les ruraux, ou les chômeurs appellent de leurs vœux, à des actions tournées vers la **démocratie, la culture, les nouvelles technologies**, dimensions mises en avant plus souvent par les habitants de l'agglomération parisienne.

Ces attentes, exprimées au niveau territorial, **se retrouvent lorsqu'on interroge la population sur ses préoccupations générales** : l'attente d'une action conjointe des acteurs vers la transition écologique est plus particulièrement évoquée par les personnes les plus convaincues de l'urgence d'agir en la matière

en général, à l'échelon national. Deux phénomènes sont probablement à l'œuvre pour aboutir à cette convergence de priorités :

- **Les préoccupations vécues au quotidien dans les territoires retentissent et influent fortement sur les préoccupations qui concernent finalement toute la nation.** De fait ce sont les personnes résidant dans des territoires aux faibles revenus, considérés comme en difficulté qui expriment une priorité à donner à la sécurité et l'emploi, à la fois au niveau territorial, et au niveau national.
- Les Français estiment que les territoires sont un **bon échelon d'action** pour des problématiques plus globales. L'exemple des jeunes est frappant. Les jeunes sont aujourd'hui la classe d'âge la plus en prise avec les difficultés économiques (chômage, pauvreté, etc). Et pourtant ils sont davantage préoccupés par l'environnement et la catastrophe climatique annoncée que par les questions d'emploi. On retrouve cette préoccupation générale dans les priorités qu'ils fixent aux territoires pour les différents acteurs.

**Graphique 18 – Espace des opinions sur le rôle et les modes d’engagement des entreprises, des citoyens et des pouvoirs publics dans les territoires (variables actives)**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

**Graphique 19 – Projection des variables sociodémographiques (variables illustratives) dans l'espace des opinions sur le rôle et les modes d'engagement des entreprises, des citoyens et des pouvoirs publics dans les territoires**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

**Graphique20– Projection des préoccupations pour l'environnement, le chômage, et la violence et l'insécurité, ainsi qu'une variable de synthèse des inquiétudes (variables illustratives) dans l'espace des opinions sur le rôle et les modes d'engagement des entreprises, des citoyens et des pouvoirs publics dans les territoires**



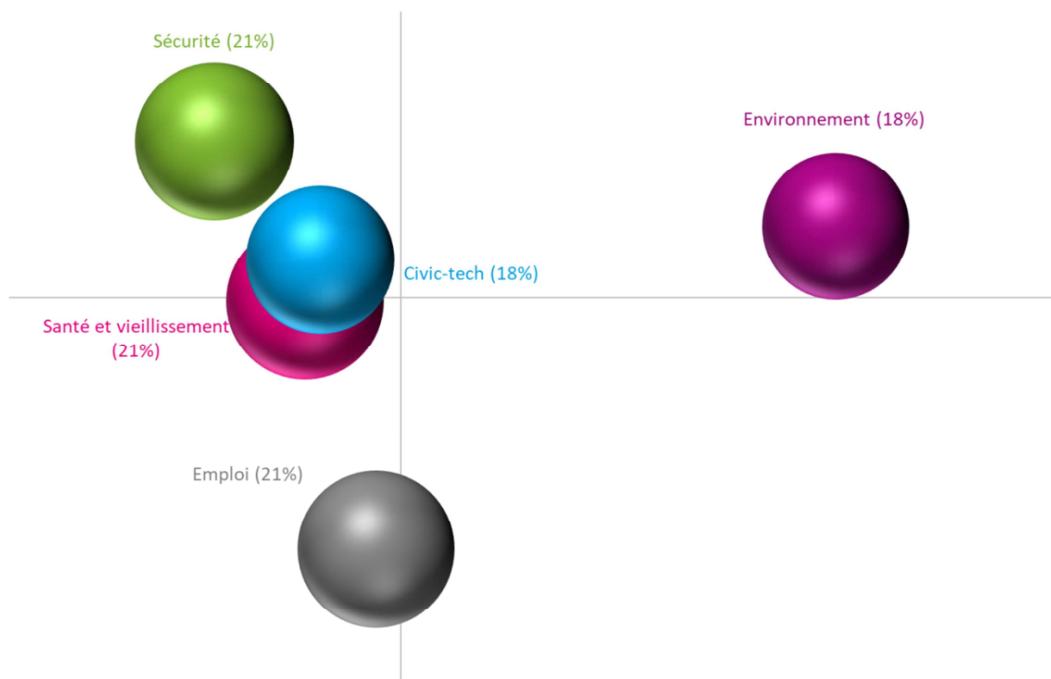
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

# Cinq visions de l'engagement dans les territoires

Au total, on peut distinguer **cinq familles de conception** de l'engagement des différents acteurs dans les territoires, toutes **axées autour de différents domaines d'engagement** :

- le premier groupe focalisé par les questions de sécurité regroupe 21% des enquêtés,
- le deuxième appelle de ses vœux un engagement dans la mouvance de ce qu'on appelle aujourd'hui les « civic-tech », c'est-à-dire des technologies favorisant de nouvelles formes de démocratie, culture et (18%),
- la troisième souhaite que l'engagement territorial soit avant tout axé sur la santé et le vieillissement (21%),
- la quatrième juge prioritaire un investissement territorial sur la question de l'emploi et de la formation (21%)
- et la dernière est mobilisée par des changements territoriaux pour l'environnement (18%).

**Graphique 21– Représentation graphique de la typologie sur les deux premiers axes du plan factoriel**

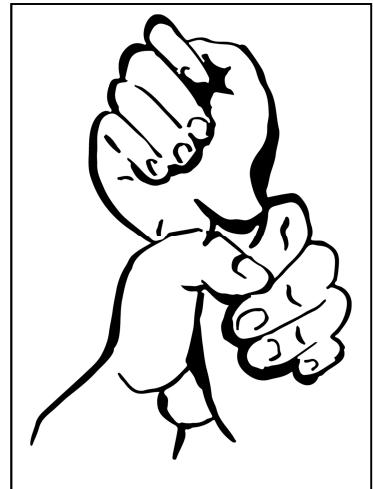


Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

### a. Améliorer la sécurité du territoire (21%)

Ces citoyens sont, de manière générale, et au-delà des questions territoriales, préoccupés par la **violence et l'insécurité** (pour 53% d'entre eux, c'est un des deux premiers sujets de préoccupation parmi 11 sujets socio-économiques, **+19 pts** par rapport à la moyenne des Français), puis par **l'immigration** (45%, **+18 pts**). Sur ce sujet ils se positionnent clairement en faveur du départ des immigrés qui vivent actuellement en France (72%, **+17 pts**) plutôt que leur intégration. Ce sont des citoyens qui **craignent pour leur propre sécurité** : ils sont inquiets des risques d'agression dans la rue (74% se disent très ou assez inquiets, **+17 pts**), de maladies graves (83%, **+9 pts**) ou d'accident de la route (72%, **+6 pts**).

Au niveau du territoire, leur focale est la même. Ils souhaitent que les engagements à la fois des pouvoirs publics et des habitants soient tournés en priorité pour améliorer la **sécurité** : **88%** estiment que c'est un domaine prioritaire d'action **pour les pouvoirs publics**, **59 pts de plus** que chez la moyenne des répondants, 87% que la sécurité est l'action dans laquelle **les habitants** doivent s'investir prioritairement, **+57 pts**. Ils estiment que les habitants pourraient être utiles en jouant **le rôle de sentinelle** sur une thématique (40%, **+9 pts**) et pensent que les citoyens peuvent apporter **leurs compétences et leurs savoirs faire** en complément de l'action des pouvoirs publics (33%, **+6 pts**). Pour eux, plus que pour les autres enquêtés, **le travail devrait pouvoir être un moyen pour améliorer la situation** de leur territoire (16% aimeraient être davantage utiles à leur territoire en faisant évoluer leur emploi ou en changeant, **+3 pts**, 55% pensent qu'il est préférable de donner plus de sens et d'utilité à leur travail pour les individus qui travaillent, **+5 pts** plutôt que de s'engager sur leur temps libre).

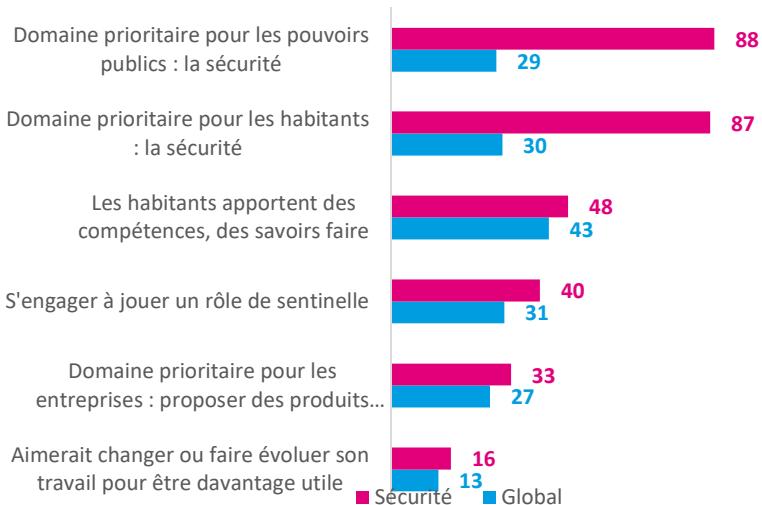


Vis-à-vis des entreprises, ils attendent que celles-ci proposent en priorité des **produits ou des services utiles au plus grand nombre** (33%, **+6 pts**) et qu'elles veillent à **mieux répartir les revenus et les bénéfices** (45%, **+3 pts**).

Ce sont des individus plus **âgés** que la moyenne (48% ont 60 ans ou plus, **+17 pts**) et **moins diplômés** (62% n'ont pas le niveau baccalauréat, **+10 pts**). Ils vivent davantage dans des grandes villes, notamment au sein de **l'agglomération parisienne** (71% vivent une ville appartenant à un pôle de plus de 10 000

emplois et 25% en agglomération parisienne, resp. +12 pts et +9 pts) et un peu plus souvent que la moyenne **au sein de quartiers prioritaires de la ville** (14%, +4pts). Ils se réclament principalement de droite lorsqu'on leur demande de se placer sur l'échelon politique classique (45% se disent très à droite, à droite ou plutôt à droite, +15 pts).

**Graphique 22 – Les réponses qui diffèrent fortement les « Sécuritaires » de la moyenne des Français**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

### b. L'espoir de la Civic-tech pour développer les territoires (18%)

Plus souvent que la moyenne, ces personnes aimeraient qu'on agisse en priorité dans les territoires sur le développement des **nouvelles technologies**. Ils attendent un investissement sur ce plan à la fois de la part des **pouvoirs publics** (30%, +21 pts/ moyenne des Français),



et des citoyens (19%, +11 pts). Ces citoyens mettent aussi en avant des attentes concernant la **culture** (20% pour l'action des pouvoirs publics, +13 pts, 23% pour l'action des habitants, +15 pts) ou encore la **démocratie** (23% pour l'action des pouvoirs publics, +15 pts, 18% pour l'action des citoyens, +11 pts). Selon eux et en complément des pouvoirs publics, les citoyens peuvent apporter une **force de travail**

supplémentaire (30%, +11 pts) ou une plus grande **capacité d'adaptation** aux évolutions (23%, +6 pts). Ils estiment que pour aider son territoire, le plus utile est de faire de la **politique** (17%, +11 pts) ou de s'engager par le biais de son **travail**. 29% d'entre eux aimeraient faire évoluer leur travail et leur entreprise pour les rendre plus utiles au territoire, +8 pts. 18% aimeraient **créer ou rejoindre** une entreprise sur un projet d'intérêt général (+9 pts). Ils sont d'ailleurs nombreux à avoir le sentiment **d'aider déjà actuellement leur territoire au travers de leur travail** (23%, +6 pts), ou aimeraient que ce soit le cas (32%, +10 pts). Ils attendent que **les entreprises aident en priorité les acteurs publics** (27%, +16 pts) et les **associations** (26%, +13 pts).

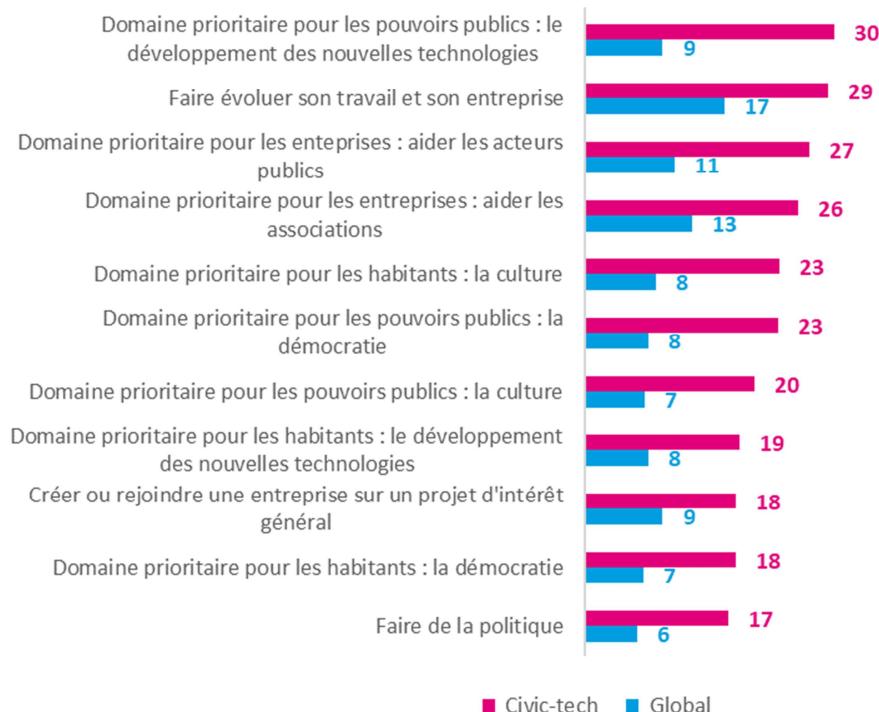
Cette catégorie est composée de deux profils assez éloignés, appelant tous deux de leurs vœux une démocratie participative, se basant notamment sur les nouvelles technologies.

D'un côté certains des Français soutenant un engagement « civic-tech » sont, plus souvent que les autres, **déjà impliqués dans la politique** (12% d'entre eux participent aux activités d'un parti politique, +6 pts), et accordent une confiance aux hommes et femmes politiques plus importante que la moyenne des Français (26% +11 pts). Ils sont également plus confiants dans l'action du **gouvernement actuel** pour résoudre les difficultés qui se posent en France aujourd'hui (36%, +7 pts). Ils accordent également une confiance importante aux **associations**, dans lesquelles ils sont d'ailleurs engagés plus que la moyenne (21% d'entre eux sont engagés dans plus de deux associations, +9 pts). C'est probablement ceux-ci qui expliquent une sur représentation des personnes de ce groupe qui se sentent membres de **classes sociales plus élevées** (35% se disent appartenir au moins à la classe moyenne supérieure, +8 pts).

De l'autre, on y repère des soutiens au mouvement des **Gilets Jaunes** (39% dont 8% déclarent être eux-mêmes « gilet jaune », resp. +7 pts et 4 pts). Des citoyens qui comprennent plus souvent que la moyenne qu'on puisse avoir recours à des **actions extrêmes** pour contester une décision que l'on désapprouve fortement (29% comprennent qu'on puisse avoir recours à la violence physique, +14 pts, 25% qu'on puisse dégrader des biens publics, +13 pts). Ils ressentent plus souvent que les autres enquêtés un **sentiment de difficulté territoriale** (43% déclarent avoir tout à fait ou plutôt le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté, +6 pts).

Tous sont plus attirés par les produits comportant une **innovation technologique** que la moyenne (56% sont très ou assez attirés, +6 pts). Ces individus sont plus **jeunes** (26% ont moins de 25 ans et 50% ont moins de 40 ans, resp. +9 pts et +17 pts) et sont davantage des **actifs** (66, +13 pts) et des **hommes** (54%, +6 pts).

**Graphique 23– Les réponses qui diffèrentent fortement les tenants d'un investissement territorial mobilisant la « civic-tech » de celles de la moyenne des Français**

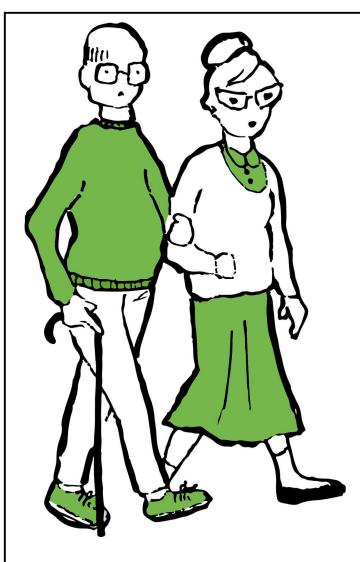


Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Une préoccupation générale et territoriale pour la santé et le vieillissement (21%)

Leurs deux domaines d'action prioritaires au niveau territorial mis en avant par ce groupe pour les pouvoirs publics et les habitants sont la **santé** (58% considèrent que c'est prioritaire pour les pouvoirs

publics, +36 pts, 50% pour les citoyens, +32 pts) et l'accompagnement des **personnes âgées** (33% pour les pouvoirs publics, +17 pts, 26% pour les habitants, 12 pts). Lorsqu'on les interroge sur ce que les **habitants** de leur territoire apportent ou pourraient apporter de complémentaire à l'action des acteurs publics sur leur territoire, ils évoquent avant tout des liens plus **étroits avec les acteurs locaux** (34%, +4 pts). Plus que la moyenne des Français, ils pensent qu'il n'y a **pas besoin d'améliorer la situation** de leur territoire (8% d'entre eux, +5 pts) ou que les **habitants ne peuvent pas être utiles** à leur territoire (11%, +7 pts). Plus fréquemment, ils ne souhaitent

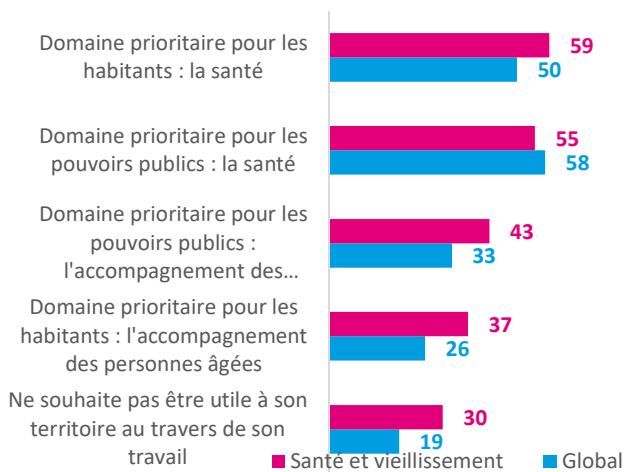


d'ailleurs pas contribuer à améliorer la situation de leur territoire au travers de leur travail (19%, +7 pts).

Cette catégorie d'enquêtés regroupe des individus que l'on distingue par leur **faible engagement associatif** (59% d'entre eux ne sont engagés dans aucune association, +6 pts). Avec une **confiance faible dans le gouvernement** (77% ne lui font pas du tout ou plutôt pas confiance, +8 pts) et une franche opposition à **l'immigration** (63% sont favorables au départ des immigrés de notre pays, +8 pts) et à **la mondialisation** (67% pensent qu'elle présente plutôt des inconvénients, +8 pts).

Au niveau sociodémographique, il s'agit plus souvent d'habitants de **communes rurales** (34%, +12 pts), dont la **population est plus âgée** que la moyenne (32% vivent dans des communes dont la part de la population de 75 ans ou plus est supérieure à 11%, +6 pts). Les femmes (58%, +6 pts) et les personnes âgées (71% ont 40 ans ou plus, +5 pts) y sont légèrement sur-représentées en comparaison à l'échantillon national.

**Graphique 24– Les réponses qui diffèrent fortement ceux qui souhaitent un investissement du territoire sur les questions de « Santé et vieillissement »**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

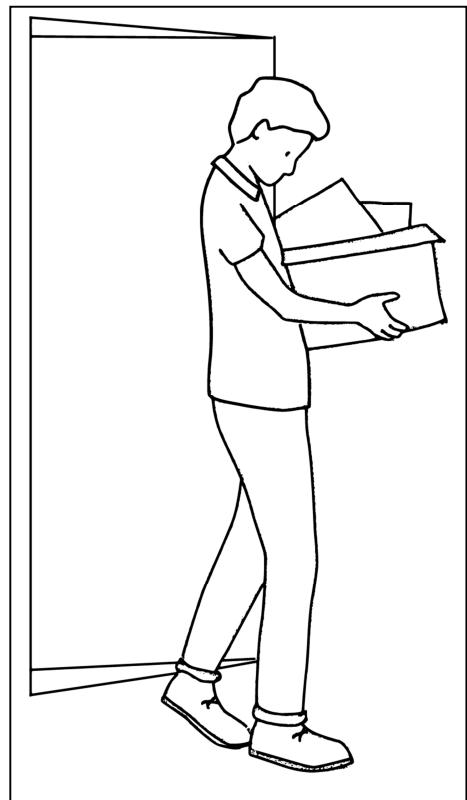
Le souhait d'une action territoriale sur l'emploi et la formation (21%)

Ces habitants souhaitent une action prioritaire en matière d'**emploi sur leur territoire** (73% attendent une action des pouvoirs publics en ce sens, **+40 pts**, 63% un engagement des habitants dans cette direction, **+35 pts**). Ils pointent également un besoin de développer au niveau territorial **l'éducation et la formation des jeunes** (55% pour les pouvoirs publics, **+29 pts**, 47% pour les habitants, **+25 pts**). Leur principale attente par rapport aux **entreprises** est que celles-ci favorisent l'**activité locale** (64%, **+17 pts**) et **répartissent mieux les revenus et les bénéfices** (50%, +8 pts). En majorité, ils estiment que pour aider

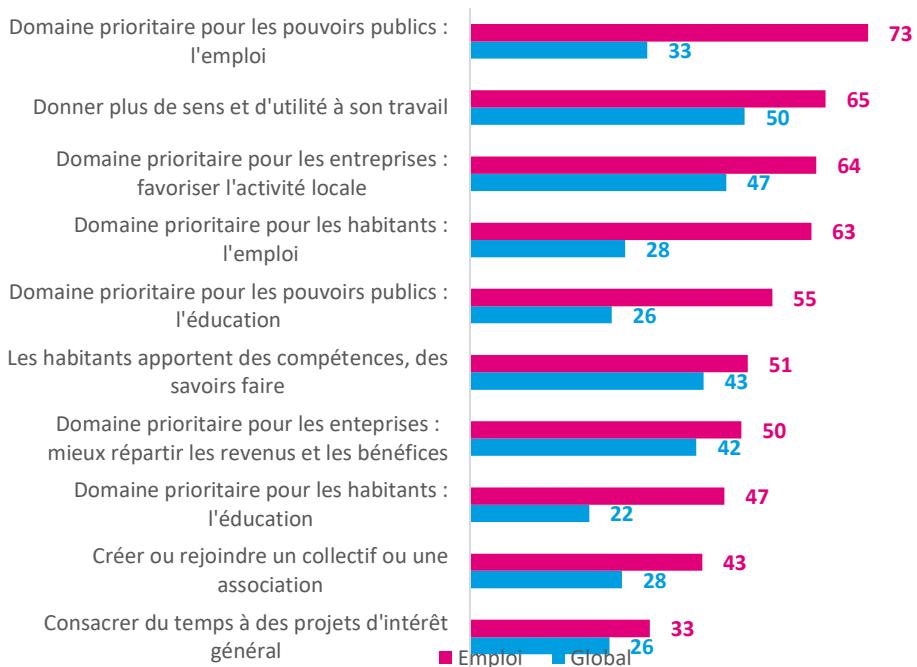
leur territoire, il est préférable que les individus qui travaillent donnent **plus de sens et d'utilité à leur emploi**, plutôt que de disposer de davantage de temps libre (65%, +15 pts). Plus souvent que la moyenne des Français, ils pensent que les habitants seraient davantage utiles par le biais d'une **association** (43% pensent que créer ou rejoindre une association serait utile, +15 pts) ou de **projets d'intérêt général** (33% pensent que consacrer du temps à des projets d'intérêt général peut être utile, +6 pts, 13% que créer ou rejoindre une entreprise sur des projets d'intérêt général serait utile, +4 pts). Ils pensent que les citoyens peuvent apporter leurs **compétences et leur force de travail** (51%, +8 pts) ou plus de **lien avec les acteurs locaux** (36%, +6 pts).

Alors que l'enquête est menée au début 2020 en période d'embellie économique, avant le tsunami de la crise sanitaire, ce sont des individus qui **s'inquiètent et se préoccupent du chômage** (28% désignent le chômage comme un des deux sujets qui les préoccupent le plus parmi une liste de onze thèmes, +11 pts, **64% se disent très ou assez inquiets des risques de chômage pour eux-mêmes ou leurs proches**, +9 pts). Ils s'inquiètent également de **la pauvreté** : 43% déclarent que le traitement de la pauvreté et de l'exclusion est une des deux problèmes sociaux qui les préoccupent le plus, +10 pts. De plus, ils estiment majoritairement que les **pouvoirs publics n'en font pas assez** pour les plus démunis (50%, +8 pts).

Ils sont d'ailleurs eux-mêmes plus souvent **chômeurs** que la moyenne (10% sont chômeurs, +4 pts) et se situent davantage parmi les individus **pauvres** (31% font partie des bas revenus, +5 pts). Ils vivent dans des **communes où la pauvreté et le chômage sont présents** (63% vivent dans une commune avec un revenu médian inférieur à 21 000€ annuels, +8 pts, 24% vivent dans une commune avec un taux de chômage supérieur à 19%, +6 pts), qui sont davantage des **communes rurales** (27%, +5 pts). Ils ressentent par conséquent un **sentiment de difficulté territoriale** (43% ont le sentiment de vivre dans un territoire très ou assez en difficulté, +7 pts).



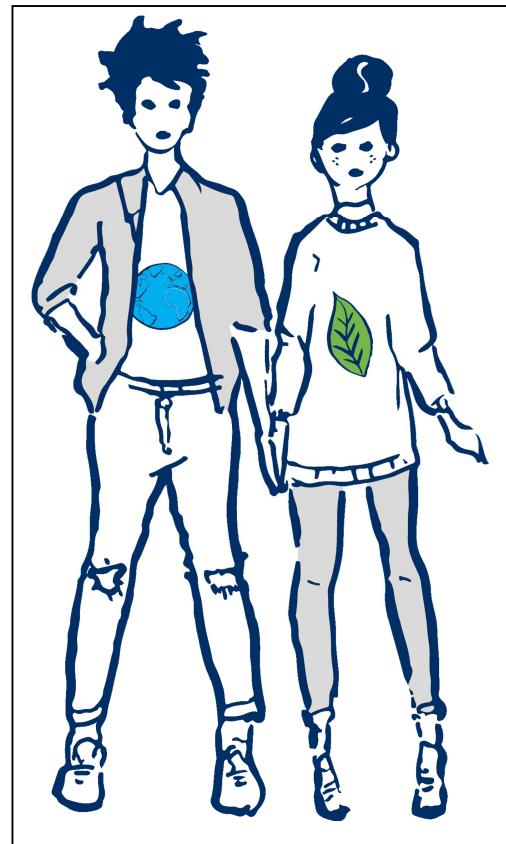
**Graphique 25 – Les réponses qui diffèrent fortement les individus attendant un engagement territorial sur l'emploi, de la moyenne de la population**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

L'attente d'un territoire qui agit avant tout sur l'environnement (18%)

Ces citoyens sont convaincus qu'il faut agir en priorité au niveau territorial sur **la transition environnementale** à la fois en mobilisant l'action des pouvoirs publics (80%, +59 pts), et en espérant un investissement des **habitants**, 74%, +55 pts), notamment en **modifiant leurs modes de vie et de consommation** (73% pensent que ça serait utile pour leur territoire, +33 pts). Pour eux, les habitants apportent des **idées et de l'innovation** (47%, +12 pts) en complément de l'action des pouvoirs publics, et doivent également agir en priorité dans le domaine de la **solidarité et du lien social** (27%, +6 pts). Ils pensent que les travailleurs devraient donner **plus de sens et d'utilité à leur emploi** (61%, +11 pts) et aimeraient davantage

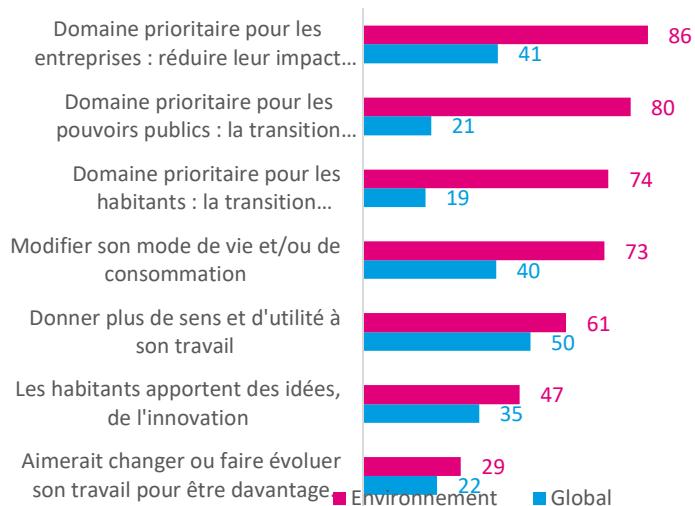


participer à l'amélioration de leur territoire au travers de leur travail (29%, +7 pts). **Les priorités qu'ils flèchent aux entreprises vont-elles aussi vers la réduction de leur impact environnemental** (86%, **+45 pts**).

Ils sont beaucoup à être **préoccupés par l'environnement de manière générale, au-delà des questions territoriales** (64% déclarent que la dégradation de l'environnement est un des deux sujets qui les préoccupent le plus, **+33 pts**). Ce sont des individus plutôt **ouverts à l'altérité**, notamment concernant des sujets comme l'immigration (59% souhaitent favoriser l'intégration des immigrés qui vivent en France, +18 pts) ou la mondialisation (45% pensent que la mondialisation des échanges présente plutôt des avantages pour notre pays, +7 pts). Sur l'échelon politique traditionnel, les citoyens membres de la classe « Environnement » se placent majoritairement à gauche (41% se placent très à gauche, à gauche ou plutôt à gauche, +11 pts). Ils sont généralement plus **confiants que la moyenne**, qu'il s'agisse des associations (80% leur font très ou assez confiance en général, +13 pts), de l'école (76%, +6 pts) mais aussi du gouvernement (36%, +7 pts). Ils se sentent **moins inquiets** que les autres citoyens (seulement 35% déclarent s'inquiété pour au moins cinq des risques intégrés dans l'enquête : agressions dans la rue, guerre, accident de centrale nucléaire, accident de la route proposés, chômage, -9 pts). Cette plus faible inquiétude est accompagnée d'un **sentiment de sécurité** plus fort que la moyenne (92% se sentent très ou assez en sécurité, +7 pts).

On y retrouve dans cette classe plus souvent des **jeunes** (41% ont moins de 40 ans, +8 pts), **diplômés** (44% sont diplômés du supérieur, +12 pts), plutôt de la **classe supérieure** (55% font partie des classes moyennes supérieures ou des hauts revenus, +9 pts), plus souvent issus de **grandes villes** (36% issus de villes de plus de 100 000 habitants, +5 pts) ou de **territoires avantageux** (53% vivent dans une commune dont le revenu médian est supérieur à 21 000€ annuels, +8 pts). Ils ressentent beaucoup moins que les autres citoyens le sentiment de difficulté territoriale (seulement 24%, -13 pts).

**Graphique 26 – Les réponses Les réponses qui différencient fortement les individus qui attendent une action territoriale focalisée avant tout sur l'environnement**



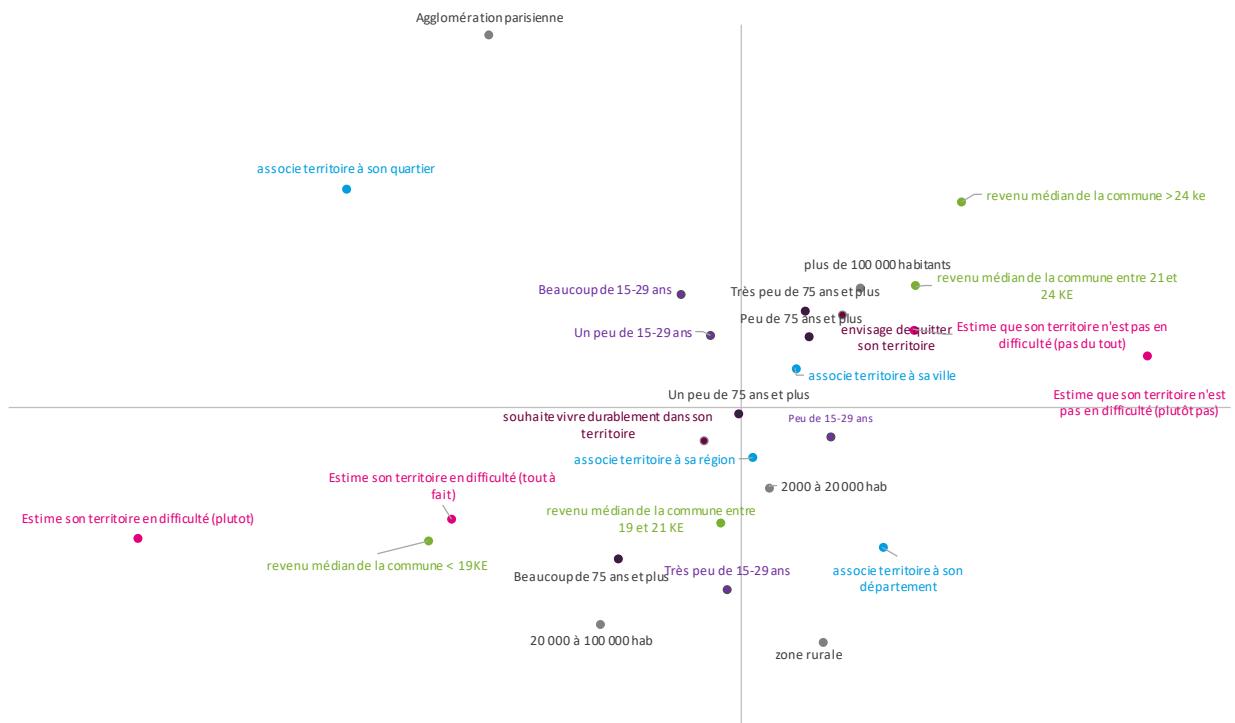
Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

## Des attentes différentes dans certaines régions

Nous l'avons vu il existe une grande convergence de point de vue au niveau individuel, entre les attentes et préoccupations nationales, et les priorités données aux acteurs pour améliorer la situation des territoires.

Ces visions sont également liées aux **caractéristiques à la fois économiques des territoires**. La carte suivante montre ainsi par exemple que les personnes résidant dans des territoires plus pauvres (en s'appuyant sur le niveau de vie médian de la commune de résidence de l'interviewé) ont tendance à prioriser leurs attentes sur la sécurité et l'emploi. Les habitants de communes plus riches, vers l'environnement. D'autres facteurs jouent également pour imprimer des différences d'attentes dans les territoires. En particulier la **démographie** (proportion de personnes âgées / de jeunes) a également un impact, bien que plus limité. Les personnes résidant dans des communes avec une forte proportion de jeunes penchent plutôt vers des attentes en termes de développement de la civic tech dans les territoires.

**Graphique 107 – Projection des caractéristiques et opinions sur le territoire (variables illustratives) dans l'espace des opinions sur le rôle et les modes d'engagement des entreprises, des citoyens et des pouvoirs publics dans les territoires**



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

Au niveau régional<sup>12</sup>, en liaison notamment avec des caractéristiques économiques et démographiques différencierées, certaines grandes régions se distinguent par des priorités vraiment marquées. Quasiment **un habitant sur deux (48%) des territoires d'outre-mer** souhaite que les efforts des entreprises, des acteurs publics et des citoyens convergent **vers l'emploi** dans leur territoire. Les taux d'emploi étant nettement inférieurs dans ces territoires. En 2017, les cinq DOM font partie des 10 % des régions européennes (NUTS 2) les plus touchées par le chômage<sup>13</sup> : dans ces régions, le taux de chômage est supérieur à 17 %, contre 7,6 % en moyenne dans l'Union européenne (UE) et où les jeunes en particulier sont en difficulté sur ce plan.

Les tenants d'une action en matière de **sécurité** sont sur-représentés en **Ile de France (32%) et en Provence Alpes Cotes d'azur (33%)**. Les habitants du **Centre-Val de Loire** sont nombreux (37%) à prioriser des actions territoriales sur **la santé et le vieillissement**. Une région dont la population est plus âgée que celle de la France et plutôt en bonne santé économique.

Les résidents de **l'Ile de beauté** pointent très fortement des actions dans le **domaine environnemental** sur leur territoire. Mais dans huit autres régions, les attentes sont plus diversifiées et l'on retrouve les cinq familles identifiées au niveau national dans des proportions proches.

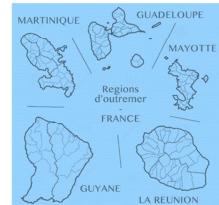
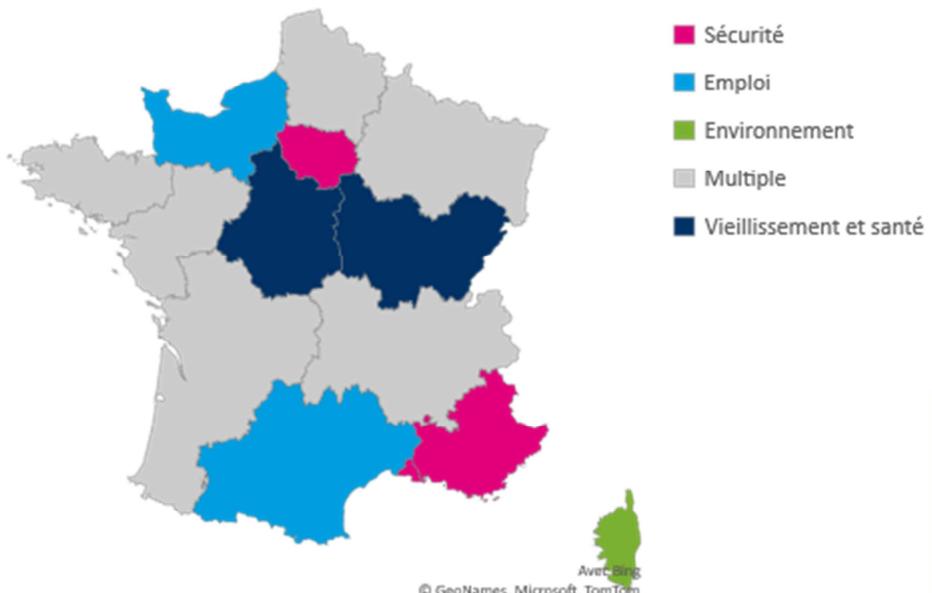
---

<sup>12</sup> L'étude Conditions de vie et aspirations des Français repose sur un échantillon de 3000 personnes, permettant une lecture des résultats au niveau des grandes régions. Pour des analyses plus fines au niveau territorial (département, communes), des échantillons bien supérieurs seraient nécessaires pour délivrer des informations de qualité.

<sup>13</sup> Ludovic Audoux, Claude Mallemanche (mission appui DOM, Insee), Emploi et chômage dans les DOM : l'écart avec la métropole reste marqué, insee focus n°160, juin 2019

**Graphique 11 – Les visions de l'engagement selon la région de résidence**

	DO M	Ile de Fran ce	Cent re Val de Loire	Bourgo gne - Franch e- Comté	Norman die	Nord Pas de Calai s - Picar die	Alsace - Champa gne - Ardenne s Lorraine	Pay s de la Loi re	Bretag ne	Aqua ine - Limous in - Poitou Chare nte	Langue doc Roussill on - Midi Pyréné es	Auver gne - Rhône Alpes	Prove nce Alpes Côte d'Azur	Cor se
Emploi	48	16	17	23	28	23	21	20	19	26	25	17	15	9
Civic-tech	10	20	14	25	17	23	19	20	14	18	19	17	16	10
Sécurité	15	32	13	11	17	19	20	21	17	15	18	21	33	14
Vieillisssem ent et santé	9	15	37	26	24	18	22	21	25	22	21	23	19	24
Environneme nt	18	17	19	16	13	17	18	18	25	19	17	22	17	43



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, hiver 2020

# Annexe 2 : questionnaire

**A tous**

**Q1. Lorsqu'on vous parle du territoire où vous vivez, à quoi pensez-vous plutôt ?**  
(1 seule réponse possible)

- . au quartier où vous habitez et ses environs ..... 1
- . à la ville où vous habitez et ses environs ..... 2
- . au département où vous habitez et ses environs ..... 3
- . à votre région ..... 4
- . à autre chose ..... 8
- . *Ne sait pas* ..... 8

**A tous**

**Q2. Concernant le territoire où vous vivez, envisagez-vous plutôt d'y vivre durablement ou de le quitter pour vivre ailleurs ?**  
(1 seule réponse possible)

- . Vous envisagez d'y vivre durablement ..... 1
- . Vous envisagez de le quitter pour vivre ailleurs ..... 2
- . *Ne sait pas* ..... 3

**A tous**

**Q3. Avez-vous le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté ?**  
(1 seule réponse possible)

- . Oui, tout à fait ..... 1
- . Oui, plutôt ..... 2
- . Non, plutôt pas ..... 3
- . Non, pas du tout ..... 4
- . *Ne sait pas* ..... 5

**A tous**

**Q4. Dans quel(s) domaine(s) pensez-vous qu'il est prioritaire que les habitants agissent pour améliorer la situation de votre territoire ?**

**On considère ici toutes les formes d'actions, individuelles ou dans un cadre politique, associatif, du travail...**

*Rotation aléatoire des items (sauf derniers)*

	En 1er	En 2eme
. la santé (alimentation, prévention, aide aux malades, ...)	1	1
. la culture, le patrimoine	2	2
. le développement des nouvelles technologies	3	3
. l'éducation, la formation des jeunes	4	4
. la transition environnementale	5	5
. la sécurité	6	6
. l'emploi ou l'insertion professionnelle	7	7
. l'accompagnement des personnes âgées	8	8
. la solidarité et le lien social	9	9
. la démocratie	10	10
. un autre domaine	11	11
. Aucun, il n'y a pas besoin d'améliorer la situation de votre territoire	12	12
. Aucun, les habitants ne peuvent pas être utiles ou ce n'est pas leur rôle	13	13

**A tous**

**Q5. Voici plusieurs manières pour les habitants de s'engager pour leur territoire. Pouvez-vous m'indiquer lesquelles vous paraissent les plus utiles pour votre territoire ?**

*Rotation aléatoire des items (sauf derniers)*

	En 1er	En 2 <sup>ème</sup>
. Créer ou rejoindre un collectif ou une association qui a une action pour les habitants du territoire	1	1
. S'engager à jouer un rôle de sentinelle ou de « lanceur d'alerte » sur une thématique : biodiversité, sécurité, propreté, transports, etc. Cela consisterait à informer les pouvoirs publics ou l'opinion des dysfonctionnements constatés sur le terrain	4	4
. Consacrer du temps à des projets d'intérêt général pour le territoire...	5	5
. Créer ou rejoindre une entreprise sur un projet d'intérêt général .....	6	6
. Faire évoluer son travail et son entreprise pour les rendre plus utiles au territoire .....	7	7
. Modifier son mode de vie et/ou de consommation.....	8	8
. Faire de la politique .....	9	9
. Une autre forme d'engagement .....	10	10
. Aucune de ces propositions ne vous semble utile pour votre territoire .	11	11

**A tous si Q5 ne (12, 13)**

**Q6. Pour améliorer la situation de votre territoire, pensez-vous qu'il est préférable pour les individus qui travaillent de :**

- . Disposer de plus de temps libre en dehors de leur travail..... 1
- . Donner plus de sens et d'utilité à leur travail ..... 2
- . *Ne sait pas* ..... 3

**Aux actifs en emploi**

**Q7. Avez-vous le sentiment de contribuer à améliorer la situation de votre territoire au travers de votre travail ?**

- . oui..... 1
- . non, et vous aimerez faire évoluer votre travail et la structure qui vous emploie pour vous rendre plus utile à votre territoire ..... 2
- . non, et vous aimerez changer de travail ou d'employeur pour être davantage utile à votre territoire..... 3
- . non, vous ne souhaitez pas être utile à votre territoire au travers de votre travail..... 4
- . *Ne sait pas* ..... 5

**Aux actifs en emploi**

**Q8. Diriez-vous que la structure dans laquelle vous travaillez contribue à améliorer la situation de son territoire ?**

- Oui tout à fait
- Oui un peu
- Non pas vraiment
- Non pas du tout
- Ne sait pas

**A tous**

**Q9. Selon vous, dans quel(s) domaine(s) les entreprises doivent agir en priorité pour améliorer la situation de leur territoire?**

*Rotation aléatoire des items (sauf derniers)*

- Réduire leur impact environnemental
- Proposer des produits ou des services utiles au plus grand nombre
- Mieux répartir les revenus et les bénéfices
- Favoriser l'activité locale (circuits courts...)
- Aider les associations
- Aider les acteurs publics
- Un autre domaine
- Aucun, les entreprises ne peuvent pas être utiles ou ce n'est pas leur rôle

**A tous**

**Q10. Dans quel(s) domaine(s) pensez-vous qu'il est prioritaire que les pouvoirs publics améliorent leur action pour mieux répondre aux besoins de votre territoire ?**

*Rotation aléatoire des items (sauf derniers)*

	En 1er	En 2ème
. la santé (alimentation, prévention, aide aux malades...) .....	1	2
. la culture, le patrimoine .....	1	2
. le développement des nouvelles technologies .....	1	2
. l'éducation, la formation des jeunes .....	1	2
. la transition environnementale.....	1	2
. la sécurité .....	1	2
. l'emploi ou l'insertion professionnelle	1	2
. l'accompagnement des personnes âgées .....	1	2
. la solidarité et le lien social	1	2
. la démocratie	1	2
. Un autre domaine	1	2
. Aucun	1	2

**A tous**

**Q11. Selon vous, qu'est-ce que les habitants de votre territoire apportent ou pourraient apporter de complémentaire à l'action des acteurs publics sur votre territoire ?**

*Rotation aléatoire des items (sauf derniers)*

	En 1er	En 2ème
. une force de travail et d'énergie supplémentaire .....	1	1
. des idées, de l'innovation .....	2	2
. des compétences, des savoirs faire.....	3	3
. une plus grande capacité d'adaptation aux évolutions .....	4	4
. une plus grande rapidité de mise en place des actions .....	5	5
. plus de liens avec des acteurs locaux.....	6	6
. les habitants ne peuvent rien apporter de plus par rapport aux actions déjà mises en place par les pouvoirs publics .....	7	7
. <i>Ne sait pas</i> .....	8	8